

≡ BULLETIN ≡

DU IV^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N^o 30

Moscou

13 Décembre 1922

30^{ème} Séance

du 4 décembre 1922

Sommaire:

Rapport sur la question italienne.—Déclarations de la délégation italienne.—Rapport sur la question Tchéco-slovaque. Déclarations de la délégation tchéco-slovaque.—Résolution sur question tchéco-slovaque.

Orateurs: Zinoviev, Radek.

Président: Neurath,

(La séance est ouverte à 1 h. 10 de l'après midi).

Neurath, président La séance est ouverte. Le point à l'ordre du jour est le rapport de la Commission italienne. La parole est au rapporteur, le camarade Zinoviev.

Zinoviev. Camarades, je dois vous présenter un chapitre de notre mouvement ouvrier d'aujourd'hui, un chapitre, qui a été écrit avec le sang des meilleurs enfants de la classe ouvrière italienne, chapitre qui illustre à merveille la situation de la classe ouvrière, tout au moins son côté faible. Quand l'historien de la Révolution prolétarienne devra caractériser la dernière décennie d'années où nous nous trouvons, il dira: c'était la dernière décennie de la domination de la bourgeoisie, où le Proletariat était numériquement assez fort, pour renverser le pouvoir bourgeois, mais où ce prolétariat, assez fort numériquement, était encore trop faible politiquement, pour pouvoir accomplir sa tâche. La tragédie vécue par notre classe, dans les dernières années consiste en ce que, possédant depuis longtemps déjà la force physique nécessaire pour renverser le Capitalisme, et ayant en main depuis longtemps déjà les conditions objectives de la victoire, nous conservons en nous des traces si fortes de l'idéologie bourgeoise, que malgré notre supériorité numérique nous ne sommes pas encore en état de triompher immédiatement et définitivement de

la bourgeoisie. C'est la leçon, que nous ont donnée les années 1914 et 1919 et, c'est surtout en Italie, que cet état de choses s'est manifesté le plus nettement.

1914 et 1919 sont deux dates, d'une importance considérable. Le rôle de la social-démocratie, le rôle de la deuxième Internationale, c'est-à-dire des éléments qui représentent l'influence de la bourgeoisie, au sein de la classe ouvrière, est illustré à merveille par ce que la social-démocratie a accompli en 1914 et en 1919.

En 1914, la social-démocratie, au lieu de conduire les masses ouvrières, les a égarées. La social-démocratie, la II^e Internationale a poussé notre classe à la guerre, elle a poussé à coups de poing dans le dos sur le champ de bataille les ouvriers qui s'opposaient à la guerre. En 1919 et 1920, lors que la guerre était terminée, lorsque les masses étaient partout en effervescence et, après ces 4 années effroyables, avaient acquis en différents pays une certaine confiance en elles mêmes et voulaient se précipiter dans la lutte contre la bourgeoisie, le rôle de la social-démocratie a été, de se faire le rempart de la bourgeoisie de retenir les ouvriers et de leur enlever toute possibilité de se retourner contre leur principal ennemi, la bourgeoisie. La social-démocratie a créé une situation caractérisée par la formule: Ce n'est qu'en passant sur mon cadavre, que vous pourrez attaquer la

bourgeoisie! La social démocratie, la II-e Internationale, s'est placée entre les masses ouvrières et la bourgeoisie. La social-démocratie a paralysé le bras du prolétariat qui allait s'abattre sur la bourgeoisie.

En 1914, la classe ouvrière s'était, on peut le dire, passé elle-même la corde au cou. En 1919, alors que l'ouvrier était prêt à se débarrasser de ce lien et, peut-être, à le serrer autour du cou de la bourgeoisie, la social-démocratie encore une fois apporta la confusion dans les rangs de notre classe encore plus qu'en 1914 et sauva ainsi la bourgeoisie. La situation pendant ces dernières années est caractérisée par le rôle contre-révolutionnaire de l'ancien parti social-démocrate. C'est cette tragédie, que la classe ouvrière a traversée pendant ces dernières années et qui a été comme je l'ai déjà dit, particulièrement bien illustrée par l'exemple de l'Italie.

En 1919—20, l'état d'esprit des masses ouvrières, surtout en Italie, était entièrement révolutionnaire. Je crois préférable de vous indiquer la situation d'alors en Italie d'après les socialistes italiens. Dans un almanach socialiste, édition officielle du Parti Socialiste Italien, la situation de 1920 était ainsi caractérisée:

«A la fin de la guerre, le prolétariat respirait, il voyait la fin de son martyr. Devant lui s'ouvrait une nouvelle ère qui devait lui apporter la victoire. Il se préparait à la bataille. Il ne voulait pas de revanche. Enflammé d'une colère jusque là contenue saignant de milliers de blessures, il se préparait à arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie impuissante et criminelle et à affermir son droit. Les prolétaires avaient les yeux tournés sur le Parti Socialiste. C'est en lui qu'ils mettaient leurs espoirs les plus ardents. A peine débarrassés de l'uniforme odieux, ils s'étaient précipités dans notre parti. C'est de lui qu'ils réclamaient des conseils et de l'action. Ils lui demandaient, ils le poussaient à rassembler les masses ouvrières et à les conduire à la conquête du pouvoir».

C'était là le sentiment qui régnait au plus profond des masses ouvrières des prolétaires italiens, en 1919—20. C'était à peu près le même sentiment qui existait dans les autres pays, mais en Italie ce sentiment était particulièrement puissant. La bourgeoisie était réellement impuissante. Le régime bourgeois était amorphe et comme mort. Les ouvriers rejoignaient notre parti par milliers. Les soldats démobilisés, comme vous le voyez d'après

la citation, adhéraient, en grand nombre à notre Parti et poussaient ce Parti à l'action.

Je ne peux m'empêcher de vous lire quelques passages de Serrati, lui-même qui dans un rapport envoyé au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en 1920, caractérisait ainsi la situation:

«Après la conclusion de l'armistice, la situation s'était aggravée en Italie. Toutes les fractions de la bourgeoisie reconnaissaient que la guerre s'était terminée par la faillite générale et la négation complète des principes au nom desquels selon ses partisans, elles avait été déclanchée. En ce qui concerne les masses, leur mécontentement, leur désir de lutte croissaient chaque jour. Les causes de ce mécontentement comme son expression, n'avaient pas un caractère économique, mais bien un caractère socialiste, ce qui s'exprimait nettement dans le mot-d'ordre des masses «Nous ne voulons pas travailler pour les propriétaires».

Bref, les masses ouvrières se tenaient prêtes, les poings fermés, elles rejoignaient notre parti, le poussaient à prendre une attitude décisive. Le Parti progressait d'une façon inouïe. Les chiffres suivants nous en donneront un exemple. Au début de 1914, le Parti Socialiste Italien comptait 58.000 membres en 1919 83.000 et en 1920, 216.000. En une année le chiffre de ses membres avait presque triplé. De 1919 à 1920, c'est à dire pendant la première année après la guerre, les ouvriers avaient donc la plus grande confiance en notre parti et y affluaient en masse.

Le mouvement syndical a suivi le même processus pendant la même période. Au début de la guerre, en 1914, les syndicats italiens ne comptaient que 300.000 membres. En 1919 ils en comptaient 1.350.000 et, en 1920, 2.150.000. Donc, pendant une année le chiffre des syndiqués avait plus que doublé. Les masses avaient confiance dans les syndicats, qui avec notre parti, espéraient-elles, les conduiraient à la bataille et à la victoire.

Cependant, on ne saurait dire, qu'à ce moment notre parti eût une conscience nette de la situation. A lire, par exemple, la résolution du Congrès de Bologne en 1919, on croirait que le Parti Italien comprenait bien la situation. Cette résolution est rédigée dans l'esprit communiste. Je ne vous la citerai pas tout entière, il me suffira de rappeler ici ce que le Congrès de Bologne a décidé:

1. D'organiser le Parti Socialiste Italien suivant les principes établis plus haut, c'est à dire les principes communistes.

2. De proclamer l'adhésion à la III Inter-

nationale, organisation du prolétariat international qui représente et défend ces principes.

Plus loin la résolution disait textuellement: «La lutte révolutionnaire du prolétariat, pour le renversement de la domination de la bourgeoisie par la violence et pour l'organisation du prolétariat comme classe dominante, doit commencer. Quiconque juge possible la collaboration avec la bourgeoisie, quiconque croit à la possibilité d'éviter la lutte à mort entre le prolétariat et la bourgeoisie, quiconque croit encore aujourd'hui à la possibilité de réaliser pacifiquement le socialisme, n'a plus droit de cité dans notre parti... Que quiconque hésite, et n'est pas entièrement avec nous s'en aille! Nous avons un monde à conquérir, mais on ne peut le conquérir avec des faibles et des hésitants. Il faut avoir le courage de sacrifier entièrement à son idéal! Que les camarades viennent à nous!»

Le Congrès de Bologne prononçait là de belles et fières phrases, et il semblait bien alors que notre parti était maître de la situation et prêt à se faire le porte-parole des masses prolétariennes, révoltées. Mais, il en fut tout autrement. Après toutes ces résolutions du Congrès de Bologne la question était de savoir, si les réformistes devaient ou non demeurer dans le Parti. Et là, nous avons dû assister à une scène tragique: la majorité décida que les réformistes peuvent et doivent rester dans le Parti.

La position des réformistes eux-mêmes est intéressante. Si l'on suit l'histoire du réformisme, on doit, je l'avoue, rendre justice aux réformistes. Le réformisme en tant que phénomène universel, a montré une très grande élasticité, une faculté extraordinaire d'adaptation aux circonstances les plus variées, et c'est là justement une propriété qui a une grande valeur pour la bourgeoisie, car cette dernière ne pourrait utiliser un réformisme rigide, figé; elle a besoin d'un réformisme élastique, capable de s'adapter à toutes les conditions. Or, les réformistes italiens ont montré quel bon animal domestique est le réformisme. Alors que les masses ouvrières avaient choisi le «drapeau rouge» et réclamaient des batailles décisives, que les soldats, comme vous l'avez vu plus haut, aussitôt après avoir dépouillé l'uniforme, allaient au Parti Socialiste, les réformistes ont su ne pas se laisser exclure du parti, mais y sont restés pour le saboter du dedans.

Le menchévisme russe, que nous connaissons bien — nous avons pendant 15 années

étudié à cette école, qui, dans une certaine mesure, a été décisive pour nous tous — a fait preuve, lui aussi d'une grande élasticité en 1905. Il s'est cramponné à nous avec le mot d'ordre de l'unité du parti, et ce n'est qu'en 1912 que nous avons réussi à nous débarrasser définitivement de l'embrassement des menchéviks. Les menchéviks italiens ont montré, nous devons leur rendre cette justice, qu'ils n'avaient pas moins de capacités d'adaptation et d'élasticité que les menchévistes russes et que l'équilibrisme politique était la première de leurs facultés. Les menchévistes italiens ont su faire bien des choses dans le domaine de l'équilibrisme politique. Dans la situation que j'ai exposée, les Turatti et d'Aragona ont déclaré qu'ils restaient dans le Parti, qu'ils se soumettaient à ses décisions et voulaient travailler avec lui pour contribuer, eux aussi, à la révolution. C'était l'argument décisif. Beaucoup d'entre nos amis croyaient, que plus on était nombreux, mieux c'était, que plus on avait de membres dans les rangs du parti, mieux cela valait. Du moment que les réformistes déclarent qu'ils se soumettent et qu'ils veulent rester chez nous, tout est pour le mieux, pense-t-on, et on décide: Les réformistes demeurent dans le Parti.

C'est alors que commença la mascarade. d'Aragona, Serrati, — celui-ci peut-être moins que les autres — mais Turatti, un bourgeois fini, qui depuis bien des années était entré comme socialiste dans les rangs de la classe ouvrière, se déguisèrent en communistes et jouèrent leur comédie...

Daragona et bon nombre d'autres étaient venus en Russie sous la direction de Serrati. Moi-même, j'ai entendu de la bouche de Daragona des discours d'excuse, qui finissaient par le cri de: Vive le communisme! C'était au moment où la Russie était bloquée, au moment où les ouvriers russes cherchaient à nouer des relations internationales. On recevait chaque camarade qui venait de l'étranger comme un frère et malheureusement il nous a été donné de voir nos ouvriers de Pétrograd et de Moscou embrasser littéralement Daragona et Colombini et les porter sur leurs épaules, parce qu'ils voyaient en eux les représentants du prolétariat révolutionnaire d'Italie et croyaient réellement en leurs paroles.

Mais la comédie ne dura pas longtemps. A ce moment, la situation internationale était telle que non seulement les réformistes italiens, mais aussi les réformistes des autres

pays venaient à nous, à Moscou, et essayaient d'entrer dans la III-e Internationale. C'est cette période que nous avons caractérisée dans une résolution, par la phrase suivante: «La III-e Internationale commence à devenir à la mode». Vous vous souvenez sans doute que dans cette salle, messieurs Dittmann et Crispin ont prononcé des discours enthousiastes pour la dictature du prolétariat et déclaré qu'ils n'était pas plus mauvais communistes que les autres, qu'ils voulaient appartenir à la III-e Internationale. A cette époque de tous les pays les réformistes et les semi-réformistes se précipitaient vers nous. Je me souviens très bien d'un professeur espagnol... qui vint à Moscou comme représentant du Parti Espagnol et qui demanda l'admission à la III-e Internationale. Mais ce professeur n'était qu'un professeur. En politique, il était donc quelque peu naïf (mouvements divers). Nous pardonnerons cela aux professeurs présents ici, il y a aussi des exceptions, le camarade Graziadei—(interruption de Graziadei: Il y a naturellement des exceptions). Donc ce professeur disait avec une tranquille naïveté: «Voyez-vous, camarades, personnellement je suis réformiste, mais les ouvriers espagnols nous poussent, ils veulent appartenir à la III Internationale, et ils m'ont envoyé ici pour essayer de les faire admettre à la III-e Internationale». Ce professeur... était en réalité presque un saint, il a tout confessé très franchement. Daragona et Colombano sont tout autre chose que des saints et tout autre chose que des naïfs. Ces gredins ont préféré faire des discours en l'honneur du communisme.

Cependant, pour notre Internationale, les 21 conditions ont été quelque chose de salutaire. A la vérité les réformistes ont réussi à en tourner quelques unes, mais, dans les grandes lignes, le front a tenu et ils n'ont pas réussi à en tourner beaucoup.

Donc, à ce moment, se jouait la tragédie italienne,—ou, si vous préférez, la tragi-comédie,—ici à Moscou.

Mais, les ouvriers italiens poussaient leurs chefs. Les événements décisifs se produisirent: les événements d'automne eurent lieu, les ouvriers italiens commencèrent à occuper les fabriques et là, naturellement, les choses ne se passent plus en famille: quand les ouvriers se mettent à occuper les fabriques, quand ils commencent à former des gardes rouges, les réformistes cessent d'être familiers, et à ce moment les Daragona sont

obligés de lever le masque. Quand Daragona entra en Italie, Serrati se trouvait encore à Moscou.

Si maintenant on étudie un peu ce chapitre: les événements d'automne 1920, la saisie des fabriques par les ouvriers italiens, la formation de gardes rouges par les ouvriers italiens, et si l'on voit quel rôle ont joué les réformistes, on se demande: Peut-il y avoir de trahison plus effective que celle que ces gens ont commise pendant l'automne de 1920?

Les délibérations des leaders des syndicats de la Centrale du Parti Socialiste ont duré littéralement cinq jours et cinq nuits, au moment où les ouvriers occupaient encore les usines, au moment où ils voulaient continuer la bataille. A ce moment, messieurs les leaders tenaient des séances, délibéraient pendant cinq jours et cinq nuits, dans une situation, où un retard de cinq heures seulement pouvait avoir une importance décisive. Maintenant que Mussolini s'est emparé du pouvoir, Turatti et d'Aragona, comme vous le verrez plus loin, n'ont pas mis longtemps pour se déclarer prêts à le soutenir. Maintenant ils n'ont plus besoin de délibérer pendant cinq jours et cinq nuits. Mais au moment où les ouvriers commencent à réaliser le rêve de toute leur vie, au moment où ils commencent à combattre véritablement la bourgeoisie, on leur dit: «Restez tranquilles, nous tenons déjà séance nous délibérons», et cela pendant cinq jours et cinq nuits. Or voici à quoi aboutit cette immense discussion:

Les leaders syndicaux concluaient un pacte formel avec le Parti Socialiste; il y avait un pacte qui disait que les syndicats devaient suivre le parti Socialiste dans toutes les luttes décisives. Je me rappelle, que nous avons attiré l'attention de Serrati, en 1920, sur le fait que les syndicats étaient dirigés par des réformistes et que cela pouvait devenir un grand malheur pour notre mouvement. Il chercha à nous rassurer en disant: il existe un pacte entre le Parti Socialiste et les syndicats et c'est une garantie suffisante.

Naturellement, pendant les combats de 1920 les réformistes ont jeté ce pacte au panier. Ils l'ont fait sous la forme suivante: d'Aragona et ses amis ont déclaré: Oui, nous avons un pacte, nous nous y soumettons; mais si vous décidez de poursuivre la lutte, nous sommes forcés de démissionner, nous sommes forcés de déposer nos mandats de dirigeants syndicaux.

Naturellement cela fut amplement suffisant

pour que les centristes italiens jetassent immédiatement aux genoux de Daragona: On dit, que le père d'Aragona veut démissionner, nous ne pouvons pas supporter un tel malheur, nous trahisons plutôt la classe ouvrière et nous terminerons la lutte; seulement d'Aragona ne doit pas nous abandonner.

On organisa un referendum. Un million et demi d'ouvriers y prirent part. Après toutes ces trahisons des chefs des syndicats et du Parti, on décida par une toute petite majorité d'abandonner la lutte. d'Aragona vint à la séance encore tout chaud des accolades de la bourgeoisie, des embrassades des ministres bourgeois. L'enchaînement des faits fut le suivant: tout d'abord délibération au ministère bourgeois, puis délibération à la Confederazione del Lavoro, puis délibération au Parti Socialiste.

On voit déjà nettement comment cette chaîne de trahisons s'était tendue de la bourgeoisie jusqu'aux organes centraux du Parti Socialiste.

Les ouvriers étaient trahis, c'était le point décisif. A partir de ce moment commence l'offensive politique et économique du Capital, cette offensive qui vient de se terminer par la victoire de Mussolini.

Quel a été le rôle de l'Internationale Communiste dans toutes ces luttes? Camarades, nous pouvons constater avec fierté que l'Internationale Communiste en la personne de son Comité Exécutif a vu clairement la situation, Déjà avant l'occupation des fabriques, à la fin du II-e Congrès, le comité Exécutif, dans une lettre au Parti Socialiste Italien, écrivait ce qui suit:

«L'Italie traverse maintenant une période dans laquelle seul le manque d'organisation de la classe ouvrière retarde la victoire de la révolution et dans laquelle la victoire temporaire de la réaction bourgeoise la plus forcenée est entièrement possible. Tous ceux qui en un pareil moment, empêchent le Parti de trouver une orientation juste, sans ceux qui en un pareil moment s'occupent d'«union» avec les réformistes commettent, qu'ils le veuillent ou non, un crime envers la révolution ouvrière».

Ceci avait été écrit avant les événements de septembre.

Pendant le II-e Congrès nous avons eu nos premières discussions avec le camarade Serrati. Si je me demande maintenant quelle a été l'erreur de principe du camarade Serrati, je réponds (dans l'hypothèse la plus favorable pour lui): Son erreur principale a été

la fausse idée qu'il se faisait sur la question de l'unité de la classe ouvrière, de l'unité du Parti. Avec le mot d'ordre de l'unité les réformistes ont déjà remporté des victoires éclatantes sur nous, dans bon nombre de pays, sans en excepter la Russie. L'idée de l'unité a une grande influence parmi les masses ouvrières. Une telle influence que les réformistes peuvent mener les masses ouvrières par le bout du nez avec cette idée, et on comprend facilement qu'il en est ainsi. La masse ouvrière a besoin de l'unité, comme nous avons besoin d'air. La seule force, c'est le nombre, la quantité des ouvriers. L'unité, la force numérique, est la seule force qui permette à la classe ouvrière de vaincre la bourgeoisie. La tendance unitaire est une vieille tendance qui bien des fois ajourne tout, et les chefs des réformistes, les équilibristes du réformisme, les agents les plus habiles de la bourgeoisie, savent très bien utiliser cette tendance à l'unité et la masse donne souvent dans leur panneau. Comme je l'ai dit, l'interprétation la plus favorable de l'erreur de Serrati, est que, lui aussi, est aussi tombé dans cette faute; pour lui, la question de l'unité était la question décisive et toutes les erreurs qu'il a commises dans la suite, proviennent, semble-t-il, de cette erreur fondamentale.

En 1920, par exemple, il dit ce qui suit: «Durant ces journées, nous avons conquis des centaines des milliers de communes; des milliers de coopératives et des milliers d'autres organes prolétariens sont déjà conquis ou sont sur le point de l'être. Partant, notre parti cherche des gens compétents pour travailler dans les communes, dans les coopératives, dans les Bourses de Travail, etc.. Nous manquons de gens capables et le II-e Congrès de la III-e Internationale ne sait que nous proposer de mettre des communistes à tous ces postes, sans se soucier s'ils ont les capacités nécessaires pour les occuper. Ici, nous nous trouvons dans le royaume de l'incroyable. Représentez-vous la Commune de Milan, sous la direction d'un groupe de nouveaux venus incapables, qui au dernier moment se sont donnés comme des communistes enthousiastes».

On pourrait railler ces paroles de Serrati. Mais je crois qu'au moment où la comédie finit, réellement au moment où la situation en Italie est suffisamment tragique, on ne peut pas comprendre qu'un homme comme Serrati en soit arrivé à de telles conclusions. Pour lui, en 1920, la question qui se posait c'était

de savoir si on possédait des gens. Il cherchait des gens pour occuper les milliers de communes urbaines et rurales, et il avait un souci particulier de trouver des gens qualifiés pour occuper la Commune de Milan. Il disait: Est-ce qu'on peut y installer de nouveaux-venus, des communistes non éprouvés? Cette conception erronée du front unique, ce principe que «plus nous sommes nombreux, mieux c'est» a créé une perspective entièrement fautive pour l'appréciation de toute la situation. Le mot d'ordre de l'unité devenait un fétiche, l'unitarisme devenait le Dieu suprême. C'est pourquoi Serrati s'est lui-même enlevé la possibilité, de décider les questions politiques fondamentales de cette époque.

Tout d'abord, il a fait cette erreur fondamentale et tout le reste a suivi naturellement: toutes les autres erreurs et son attitude tout à fait frivole à l'égard de l'Internationale Communiste et du communisme tout entier. On nous a dit qu'après le IIe Congrès, Serrati avait formé une fraction, qui s'était appelée socialiste, communiste, unitaire; socialiste, c'est bien, communiste, également, unitaire, c'est encore mieux, et si on appelle tout cela; socialiste, communiste, unitaire, alors on croit que c'est ce qu'il y a du mieux au monde. En réalité, ce n'était, dans le meilleur des cas, qu'une mixture et, au point de vue objectif, ce n'était pas ce dont, nous communistes, nous avons besoin. Avant le Congrès de Livourne, lorsque Serrati nous suppliait de ne pas pousser à la scission nous avons répondu qu'on ne peut cependant pas nous persuader que la «Critica Sociale», l'organe de Turatti, est un organe communiste. Nous connaissons cet organe depuis plus de dix ans. Nous savons que feu Plekhanov, lorsqu'il était encore marxiste, a combattu cette revue comme une revue demi-bourgeoise, demi-réformiste. Et nous avons écrit la phrase suivante: «Tous les unitaires du monde ne pourront nous persuader que la «Critica Sociale» est une feuille ouvrière et non une feuille bourgeoise.» Nous ne savions pas alors que la «Critica Sociale» et la «Banco Commerciale» étaient intimement liés (mouvements divers). Nous n'avions considéré les choses que du point de vue théorique. Maintenant, nous savons que quand on écrit «Critica Sociale» on doit lire en même temps «Banco Commerciale», parce que la «Critica Sociale» est soutenue financièrement par la «Banco Commerciale». Cependant, on voulait demeurer dans un seul et même Parti, côte à côte avec ces gens là.

Donc, camarades, reprenons la situation, telle qu'elle était avant Livourne. En septembre 1920 la classe ouvrière est trahie. d'Aragona délibère pendant cinq jours et cinq nuits et obtient, que le Parti Socialiste se jette à ses pieds et trahisse la classe ouvrière. La «Critica Sociale» en tant que représentant de la «Banco Commerciale» restait dans le Parti Socialiste, tout cela, sous le manteau de l'unité des ouvriers.

Dans cette situation, la scission était une affaire inévitable et nécessaire. Et nous disons clairement et nettement: si quelque part, une telle situation se reproduisait, nous considérerions, comme le devoir le plus sacré d'un révolutionnaire de se prononcer de nouveau pour une scission. Nous nous trouvons actuellement dans une nouvelle étape, nous commençons à rassembler les forces communistes. L'étape des scissions est passée. Mais, nous devons déclarer que nous ne sommes aucunement opposés en principe aux scissions; bien au contraire, si nous sommes encore en présence de situations semblables, nous nous prononcerons encore une fois pour la scission.

Ensuite, ce fut Livourne. Les centristes accomplirent la séparation, la rupture avec l'Internationale pour ne conserver que 14 ou 16.000 réformistes. Ils se souviendront peut être de la lettre écrite à Serrati, par Lenine qui y déclarait ce que tous nous déclarerions: Nous ne vous demandons pas de faire immédiatement la révolution; nous vous demandons seulement d'être un Parti révolutionnaire, et de préparer la révolution, c'est-à-dire, d'exclure ceux qui sont contre la révolution, les réformistes. Et vous vous souviendrez aussi de ce que Serrati, (cela je ne puis pas ne pas le lui rappeler), a répondu dans un article à la lettre de Lénine:

„Permettez-moi de répondre à votre question: Peut-on tolérer des réformistes dans les rangs du Parti? par une autre question: qui est réformiste? Serrati a lancé cette question, presque philosophique après tout. Je crois que les événements y ont clairement répondu et que le camarade Serrati pourrait maintenant nous faire un cours complet sur ce thème: qui est réformiste en Italie? Est réformiste, celui qui, pendant des années, s'est prononcé pour la collaboration de classe. Est réformiste, celui qui, spirituel comme Serrati,—et d'autant plus mauvais pour notre cause, que plus spirituel—s'est introduit dans les rangs de la classe ouvrière. Est réformiste, celui qui en 1920, au moment où des centaines de milliers d'ouvriers se ralliaient

autour de notre drapeau, dans la certitude que nous les conduirions au combat, se sont glissés dans nos rangs pour empêcher les ouvriers de livrer la bataille. Est réformiste celui qui s'est fait maintenant le cireur de bottes de Mussolini. A présent, il n'est pas besoin d'être bien grand politicien pour s'en rendre compte, et je crois que tous les corbeaux qui volent maintenant en Italie, pourraient répondre à la question de Serrati; qui est réformiste? Mais en 1920, il ne fallait pas non plus être grand clerc pour y répondre. Il fallait être aveugle pour ne pas le voir et sourd comme un pot pour ne pas entendre ce qui est arrivé alors en Italie.

Dans cette question, camarades, c'était notre devoir de réaliser la scission dans l'ancien parti. Et si, après deux années, nous nous trouvons ici et si nous nous demandons s'il faut reprocher à la jeune Internationale Communiste et au Parti Communiste d'avoir effectué la scission à Livourne, nous disons: en aucun cas. Une situation semblable se représenterait que nous devrions encore une fois nous prononcer pour la scission; non nous n'avons pas à le regretter. Sans doute le Parti Communiste Italien n'a pas conduit notre classe à la victoire, il ne pouvait pas le faire, il était trop faible. Le moment était déjà passé. En septembre 1920, le moment historique était déjà passé. Notre jeune parti communiste ne pouvait pas le faire, mais il a cependant sauvé l'honneur de la classe ouvrière italienne et le drapeau révolutionnaire en Italie (Vifs applaudissements).

Cette justice, nous devons la lui rendre.

Maintenant, qu'ont fait les réformistes dans le Parti et dans les syndicats? En ce qui concerne le Parti il suffit de donner des chiffres. Je vous ai déjà dit que le Parti Socialiste en 1919 comptait 216.000 membres. De 1919 à 1920 l'«Avanti» tirait à 400.000 exemplaires: c'était là le maximum de ce que lui permettaient les moyens techniques. Il n'était pas seulement la feuille ouvrière, mais la feuille populaire de toute l'Italie. C'étaient alors ses jours les plus brillants. A cette époque, c'était un modèle de journal révolutionnaire, c'était un journal qui nous rappelait les meilleurs temps de la Révolution Française. Maintenant, qu'est-ce qu'en ont fait les réformistes? Vous savez, camarades, que le Parti Socialiste Italien est aussi affaibli que possible. En 1920, quand nous demandions à Serrati de se séparer des réformistes, il nous répondait invariablement qu'il

fallait attendre le moment où les masses comprendraient la nécessité de cette rupture.

Maintenant, camarades, il suffit d'indiquer quelques chiffres. A Livourne, Serrati a eu presque 100.000 voix, les communistes en ont eu 58.000, les réformistes 14.000. A Rome, il y a quelques semaines, les réformistes et les maximalistes ont obtenu respectivement presque le même nombre de voix environ 25.000 voix. Les réformistes ont donc augmenté, leur nombre a presque doublé, au moment où le chiffre général était devenu 4 fois plus petit. Donc, cette politique unitariste a réussi à faire des réformistes une force réellement grande, tandis qu'à Livourne elle n'était qu'une quantité négligeable. Et si on nous dit maintenant qu'en 1920 on n'aurait pas compris la scission, et qu'en 1922, on l'a comprise, ce n'est là qu'un sophisme. En 1920, les masses auraient fait la scission bien mieux et bien plus facilement qu'en 1922, et le parti n'aurait pas été détruit.

Donc, voilà ce que les réformistes ont fait du Parti. Ils se disaient: Plus on est, mieux c'est. On voulait conserver l'ancien et fier édifice du Parti, comme on disait. On est arrivé à le détruire et à faire désertir la moitié des membres du parti dans le camp des réformistes. On a trahi non seulement la révolution, mais aussi le parti, si tant est qu'on puisse opposer le parti à la révolution. Il y en a qui le font. La social-démocratie disait également qu'elle aurait peut être combattu la guerre en 1914, mais on ne voulait pas abandonner les beaux syndicats et les belles masses qu'on avait réunis avec tant de peines.

Maintenant, camarades, non seulement la classe ouvrière a été détruite en Italie, mais aussi le Parti; car le Parti est la fraction dirigeante de la classe ouvrière. Si la classe ouvrière est détruite, le Parti est aussi détruit. Qu'est-ce que les réformistes ont fait des syndicats? L'unité des syndicats est aussi nécessaire que le pain quotidien. Nous sommes pour l'unité des syndicats, nous voulons qu'on agisse avec les plus grandes précautions pour ne pas la briser. Maintenant, nous avons vu combien l'histoire nous punit sévèrement si nous laissons trop longtemps les réformistes diriger les syndicats. Les syndicats italiens, qui en 1920 comptaient plus de 2.250.000 membres, n'en ont plus maintenant que 500.000, et nous ne devons pas nous faire d'illusions: si maintenant nous n'arrachons pas les syndicats des mains de d'Aragona, il les livrera pieds et poings

liés à Mussolini, il en jouera impudemment en faveur de la bourgeoisie.

Camarades, je vais vous communiquer une petite discussion qui s'est produite ces derniers jours au Parlement italien.

Comme vous le savez, Mussolini y a fait un discours-programme qui, sous certains rapports, était très intéressant. Il disait par exemple:

«Pas trop de bavardage, messieurs! 52 orateurs se sont inscrits pour parler sur mes déclarations, c'est trop».

Mussolini terminait ainsi son discours:

«Puisse Dieu m'assister dans l'accomplissement de ma difficile tâche, jusqu'à ce qu'elle soit terminée heureusement...».

Comme vous le voyez, Mussolini est déjà un ami du bon Dieu. C'est affaire de profession, la dictature bourgeoise doit être en bons termes avec Dieu.

Mais ce qui est intéressant également, c'est que Turatti et Mussolini se lient d'amitié. Je vais vous communiquer le duo qu'ils ont chanté au Parlement. Turatti dit qu'il était contre la marche des fascistes sur Rome et déclare que ce que Mussolini vient de faire au Parlement n'est que la continuation, sur le terrain parlementaire, de cette marche des fascistes sur Rome, ou, comme il le dit:

«C'est en somme la marche sur Rome qu'on accomplit maintenant en redingote impeccable».

Mussolini l'interrompt:

«Pas en redingote, en chemise noire».

Turatti continue:

«Cela veut dire—inutile de le démontrer avec des documents,— que, dans l'esprit du gouvernement, le parlement italien, même après le vote de confiance qu'il donne maintenant, cesse d'exister politiquement».

Mussolini dit:

«Il ne s'agit pas de cela».

Turatti continue:

«Tout parlement italien qui a été nommé par des Italiens a cessé d'exister».

Nous ne nions pas le droit de la révolution, nous sommes et nous voulons être un parti révolutionnaire».

A cet endroit le procès-verbal fait la remarque suivante:

«Rires ironiques sur les bancs fascistes».

Je mereprésente en effet l'ironie des fas-

cistes lorsque Turatti a déclaré que son parti était un parti révolutionnaire.

Turatti dit:

«Nous ne nions pas le droit qu'ont les fascistes de faire la révolution, mais nous nions que votre conquête du pouvoir ait un caractère révolutionnaire....».

Mussolini:

«Vous ne tarderez pas à vous en rendre compte!».

Turatti poursuit:

«... et nous nions que vous ayez suivi une logique».

Donc Turatti trouve que Mussolini n'est pas tout à fait conséquent:

«Si vous aviez suivi la logique d'une révolution, la logique d'une révolte qui se respecte elle-même—car il existe une logique de la révolution—vous auriez tenu votre promesse de chasser la moitié de la classe politique d'rigéante».

Mussolini n'a pas encore tenu cette petite promesse.

Mussolini dit:

«Je tiendrai cette promesse....».

Turatti loue ensuite, en tant que socialiste et patriote, les directives de la politique extérieure données par Mussolini, malgré leur phraséologie nationaliste. Cependant il n'est pas d'accord avec Mussolini sur les moyens d'établir la paix à l'intérieur du pays. Les conflits continueront à exister.

Mussolini dit:

«En deux semaines il n'y a eu que quatre tués. Souvenez vous du passé!».

Turatti continue:

«La politique financière et économique du gouvernement suit la même ligne que celle qui a été indiquée récemment par l'Union Générale des Industriels».

..... Pour exécuter son programme Mussolini a créé ses réserves démagogiques, les syndicats nationaux. La démocratie doit nécessairement vaincre. Le prolétariat n'a rien à craindre. La démocratie est l'histoire».

Mussolini se fait le plaisir de remarquer:

«L'histoire ne suit pas une voie détournée».

C'est là la conversation entre Mussolini et Turatti. Mais permettez-moi de vous faire part d'un duo entre Mussolini et d'Aragona lequel a son importance puisque ce dernier

dirige les syndicats. d'Aragona commence par déclarer que sa voix n'est pas celle d'un parti politique, mais l'expression du mouvement syndical.

Laissez-moi vous donner là-dessus une courte explication. Je vous ai déjà indiqué que jusqu'en 1922 il existait un pacte entre les syndicats et le Parti. Ce pacte, ce précieux document que le camarade Serrati portait toujours dans sa poche gauche, se croyant assuré ainsi contre toute trahison des réformistes, est maintenant déchiré. Après la session de Rome les chefs syndicaux ont déclaré que le pacte n'existait plus.

Encore un phénomène intéressant. d'Aragona s'est immédiatement retranché derrière l'indépendance, la neutralité des syndicats. La politique, dit-il n'en convient pas, nous sommes neutres, nous sommes indépendants, nous ne voulons pas faire de politique.

C'est un phénomène très intéressant. d'Aragona est un des fondateurs du nouveau Parti Social-Démocrate auquel il a amené, par son influence dans les syndicats, bon nombre d'ouvriers.

Vous voyez comme le jeu des réformistes est parfois grossier.

Au même moment, à midi, ils fondent un parti réformiste avec un programme ouvertement collaborationniste et à une heure ils disent: en qualité de syndiqué je suis neutre, mes syndicats sont indépendants et ne font pas de politique. C'est là un mensonge des plus grossiers. Et cependant, beaucoup de nos camarades sont si inexpérimentés qu'ils ne se rendent pas compte de ce mensonge.

C'est une preuve intéressante de la faiblesse du parti réformiste qui n'ose pas dire à ses syndicats d'adopter ouvertement une attitude réformiste mais se retranche derrière leur indépendance. d'Aragona déclare donc que ce n'est pas comme membre du parti mais comme syndiqué indépendant qu'il agit. Et il dit:

«Je prie le gouvernement, c'est-à-dire Mussolini de déclarer clairement et nettement dans la réponse qu'il fera à la Chambre quelles sont ses intentions à l'égard de la classe ouvrière et du mouvement syndical».

Mussolini dit:

«Rien»

d'Aragona continue:»

«Nous voulons un mouvement syndical dans les cadres de la loi. C'est une vieille déclaration de moi. D'ailleurs

l'histoire prouve que la Confederazione del Lavoro ne participera jamais à une illégalité».

C'est ainsi qu'il s'agenouille devant Mussolini.

«J'ai toujours déclaré qu'il est plus facile d'augmenter de quatre sous le salaire quotidien et de diminuer d'une heure la journée de travail de la classe ouvrière que de l'éduquer et de l'élever à la conscience de classe».

Voilà ce que cet homme dit à M. Mussolini de la classe ouvrière!

Voilà avec quelle insolence il parle de la classe ouvrière!

Plus loin il dit:

«Je demande au gouvernement si un tel mouvement qui protège la classe ouvrière a le droit d'exister».

Alors Mussolini se lève et dit:

«Oui. Un tel mouvement a le droit d'exister».

Cela est en toutes lettres dans le protocole. Daragona continue:

«Si ce que l'on nous a déclaré de différents côtés est vrai, il s'ensuit que le gouvernement a l'intention de ne reconnaître comme syndicat que ceux qui renonceraient à entretenir des rapports avec les syndicats d'autres pays».

C'est la question de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Et d'Aragona est, comme vous le savez, un internationaliste décidé.

Remarquez que d'Aragona a créé avec nous à Moscou l'Internationale Syndicale Rouge. Au cours de la première séance de fondation, il a signé le procès verbal en qualité de représentant des ouvriers italiens. Vous pouvez, si vous en avez le désir, voir ce document dans notre musée de la Révolution. Or écoutez parler ce monsieur à Mussolini sur la question de l'Internationale:

«Nous adhérons à un mouvement international ainsi que les syndicats blancs et les industriels eux-mêmes. Nous voulons rester dans l'Internationale et ne croyons pas nous mettre ainsi en contradiction avec le pays. Nous autres, Italiens, pouvons défendre les intérêts de nos compatriotes qui émigrent à l'étranger».

Voulez vous savoir pourquoi Turatti appartient à l'Internationale? Parce qu'il veut défendre les intérêts des Italiens qui émigrent à l'étranger:

«J'ai entendu dire qu'un grand nombre de nos ouvriers doivent se rendre

à l'étranger. J'espère que cela est possible. Alors nous devons faire en sorte que notre travail ne soit pas inférieur par le mouvement syndical de l'étranger. Là aussi, nous voulons sauvegarder la dignité de l'Italie. Nous voulons que les étrangers ne puissent plus avoir le triste spectacle de la misère de nos émigrants. J'ai été en émigration, vous aussi, et vous savez que tout ce qui relève la dignité des émigrants maintient également la dignité de la patrie».

Comme vous le voyez, la dignité de d'Aragona est la dignité de toute l'Internationale d'Amsterdam. Ce sont des «dignités» tout à fait analogues, et j'envie vraiment les Amsterdamiens d'avoir un représentant aussi digne en Italie. Je crois que Mussolini ne s'opposera pas à ce que d'Aragona reste tranquillement dans l'Internationale d'Amsterdam.

Mais monsieur d'Aragona ne peut s'empêcher à la fin de son discours, de décocher aux communistes une flèche empoisonnée. Il termine son dialogue avec Mussolini par les paroles suivantes:

«Nous nous opposons à toute espèce de violence quelle qu'elle soit, qu'elle vienne de ces bancs (d'Aragona montre les bancs de l'extrême gauche) ou qu'elle vienne de droite, parce que nous croyons que la violence, même victorieuse, comporte toujours de gros dangers».

Nous connaissons la chanson. La violence de Mussolini est un fait, et les quelques communistes qui siègent sur les bancs de l'extrême gauche du Parlement sont dénoncés par monsieur d'Aragona à Mussolini. On leur signifie brutalement qu'il faut en finir avec eux.

Telle est, camarades, la situation actuelle dans les syndicats italiens.

Le camarade Serrati, vous le voyez, n'a pas tout à fait réussi à conserver les syndicats à la classe ouvrière au moyen du précieux document qu'il avait dans sa poche. Ce document n'a pas empêché les syndicats de devenir un instrument aux mains de notre pire ennemi. Je possède la dernière résolution de la direction de la Confederazione del Lavoro, résolution portant qu'il n'y a pas lieu de convoquer un congrès syndical. Le congrès syndical qu'exigent actuellement les communistes et les socialistes est ajourné à une date indéterminée. Daragona disait même dans sa résolution que le congrès serait convoqué à une date qui devrait être fixée ul-

térieurement. Mais il faut pour cela attendre une nouvelle époque. d'Aragona a prouvé qu'il ne pense vraiment que par époques. Pendant la guerre il n'a pas convoqué durant sept ans le congrès syndical, quoique nous le lui ayons demandé à plusieurs reprises, et le voilà maintenant qui déclare qu'il ne convoquera un congrès qu'à une nouvelle époque. Cela signifie que d'Aragona, quoiqu'il ait le majorité contre lui, vend directement l'organisation syndicale à la bourgeoisie. Cela est prouvé. Telle est la situation des syndicats en Italie. Ils sont en ruines. Ce que nous avons encore là-bas est aux mains de monsieur d'Aragona. Un congrès est impossible ou bien il ne sera convoqué qu'à une nouvelle époque. d'Aragona peut vendre tous les jours à Mussolini ce qui existe encore dans les syndicats et il le fera si nous ne lui opposons une résistance sérieuse. C'est là le résultat de deux années d'unitarisme.

On voulait l'unité, on voulait un grand parti, on voulait un mouvement ouvrier uni, un grand et fort mouvement d'unité, et maintenant tout est en ruines, la classe ouvrière est trahie et vendue. d'Aragona a allégué la question des sacrifices. Il a dit: Je suis pour vous, mais je ne veux pas qu'on verse le sang des ouvriers. C'est pourquoi je suis pour une évolution pacifique. Mais nous n'avons eu pas d'évolution et nous avons eu au contraire des victimes. Des milliers et des dizaines de milliers d'hommes sont déjà tombés dans la lutte et le prolétariat italien n'est qu'au début d'un nouveau regroupement et d'une nouvelle lutte. Telle est la situation.

Une erreur fondamentale commise par un chef de parti dans une époque révolutionnaire entraîne nécessairement à sa suite toute une série d'autres erreurs et conduit enfin à la ruine du parti et de tout le mouvement de la classe ouvrière. C'est ce qui est arrivé en Italie, et c'est pourquoi dans ce pays qui était le plus proche de la révolution nous avons les instructions les plus claires sur les questions générales de la tactique de l'Internationale Communiste, sur l'appréciation du centrisme etc... Dans la première partie de la résolution, nous avons essayé d'en tirer des conclusions. Les voici:

Le réformisme est l'ennemi principal. Le centrisme constitue un danger mortel pour un parti prolétarien; c'est là le deuxième enseignement. Ces deux enseignements sont le résultat le plus important que nous ait donné le chapitre italien de la tragédie qui

se joue actuellement dans tout l'univers et nous devons en tenir compte à ce congrès. Mais en aucun cas ce chapitre ne doit s'effacer de notre mémoire. Dans les années qui vont venir et qui seront encore marquées par de nouvelles défaites, le point le plus important, le chapitre le plus riche en enseignements sera le chapitre italien. Il ne s'agit pas d'établir la responsabilité de tel ou tel chef, quoique naturellement l'histoire de notre mouvement ouvrier doit apprécier toutes les erreurs que nous avons commises ainsi que tout ce que chacun de nous a fait de bon pour le mouvement. Il s'agit actuellement de quelque chose de plus important. Il s'agit de tenir compte de l'expérience de lutte de classes et de la guerre civile en Italie. A l'heure où la classe ouvrière est engagée dans la lutte, nous ne devons pas préconiser l'unité à tout prix ni le mot d'ordre de la fusion des social-démocrates avec les communistes, du pacte avec les réformistes; nous devons guider les masses avec dévouement, avec une tactique communiste hardie. C'est ainsi que notre commission juge le passé.

Le passé est très important. Mais il s'agit actuellement de l'avenir. Que va-t-il arriver? La commission a décidé à l'unanimité qu'il faut procéder actuellement à une fusion rapide du parti communiste italien et du parti socialiste italien, délivré des réformistes. Nos amis de la majorité du parti communiste italien s'y sont opposés. J'espère que les résistances ont été surmontées.

A vrai dire, je comprends les facteurs psychologiques qui motivent la résistance de nos amis de la majorité du parti communiste italien. La lutte au cours de ces derniers mois a été trop empoisonnée, non pas de la faute des communistes mais de la faute des maximalistes. Je comprends la colère des ouvriers communistes qui se disent: en 1920, nous pouvions tout gagner, mais nous avons tout perdu, nous sommes au début d'une voie sanglante et difficile. On nous a arraché la victoire des mains! Tel est l'état d'esprit qui règne parmi les ouvriers. Et c'est un état d'esprit sain. Nous le comprenons parfaitement.

Mais, camarades, nous ne devons pas nous laisser diriger par des impressions, par des considérations purement psychologiques. Nous devons surmonter cela. Nous avons à résoudre une grande question politique: Est-ce que le parti socialiste italien tel qu'il est après la scission peut venir aux communis-

tes? Est-ce que les éléments qui le composent peuvent être utilisés? Telle est la question politique et à cette question la commission et moi-même avons répondu affirmativement. Nous nous sommes dit dans la commission: nous avons eu en Russie l'exemple suivant: au cours de notre révolution, nous avons organisé une semaine du parti où tout ouvrier qui désirait entrer dans le parti était accepté. Des dizaines de milliers sont venus. A quelle époque était-ce? C'était à une époque où Dénikine était devant Moscou et Youdénitch aux portes de Pétrograd. C'était l'époque la plus difficile pour les communistes russes. C'était l'époque où ils passaient des nuits blanches où chaque jour pouvait porter un coup décisif au cœur de la Russie communiste. C'était une époque où tout dépendait d'un rien. A ce moment nous nous sommes dit qu'il était possible de faire une épreuve et nous avons demandé à tous les ouvriers qui voulaient partager le danger avec nous à cette heure difficile décisive, de venir à nous. Et je dis que l'Italie traverse actuellement une situation analogue. Naturellement on ne peut assimiler entièrement les deux situations, mais il est possible d'établir cependant une comparaison. La situation en Italie est actuellement très difficile pour les communistes. Il faut du courage pour aller au parti communiste. La vie elle-même est en jeu; c'est le moment de tenter l'épreuve.

Mussolini déclare qu'il n'y a eu jusqu'à présent que quatre morts, mais nous savons que nous ne sommes qu'au début de cette période mussolinienne. Et actuellement nous pouvons dire tranquillement: Nous devons essayer de collaborer avec ceux qui se sont enfin débarrassés des réformistes et qui veulent maintenant venir à l'Internationale Communiste. Certes, le parti social-démocrate italien a de grandes faiblesses. Il n'a pas créé d'organisation. Ces faiblesses il les a montrées maintenant dans les premiers jours du régime mussolinien. Mais malgré tout, on voit que les socialistes ont appris quelque chose. J'ai devant moi un appel du parti socialiste que je viens de recevoir. Cet appel est très important. Les camarades y proposent toute une série de mesures préparatoires en vue de la création d'une organisation illégale. Ils disent que les chefs de l'organisation doivent être nommés tout de suite. C'est là une position très juste. Il est nécessaire de proclamer la nécessité d'une organisation illégale. Mais la créer en fait, c'est là une autre affaire. Cependant le fait que

le parti social-démocrate en a reconnu la nécessité est déjà un symptôme excellent. La situation générale en Italie nous permet, croyons nous, de faire l'expérience. Et cela n'est pas une expérience dans le sens frivole du mot, mais un essai d'unir ce qui doit être uni. Ce n'est pas à dire que le parti socialiste doit venir à nous tel qu'il est actuellement. La commission a décidé d'exclure le député Vella ainsi que ceux qui se solidariseraient avec lui de même que ceux qui font des réserves sur les 21 conditions. Vella, dont on dit qu'il est personnellement un honnête homme—je ne le connais pas—a prononcé au congrès de Rome un discours dans lequel il se déclare contre les 21 conditions et pour la conservation du vieux nom du parti socialiste et propose de dissoudre le parti communiste. Pour lui, l'Internationale Communiste est un instrument du ministère des affaires étrangères de Russie. Le cam. Serrati dans son dernier article a traité cette question de la manière suivante: Bien, a-t-il déclaré en substance, il est entendu que l'Internationale n'est qu'une arme aux mains de l'Etat russe prolétarien, mais s'il en est ainsi ce n'est pas si mal que cela, puisque l'Etat russe est un Etat prolétarien. Cette affirmation du cam. Serrati n'est pas juste. En résumé, Vella n'est pas un communiste et nous devons l'éloigner, lui et ses camarades d'opinion, du futur parti unifié. C'est ce qu'a décidé la commission et j'espère que le congrès l'approuvera.

Mais il est nécessaire que le congrès dise à nos camarades de la majorité de la délégation italienne que l'unité est absolument nécessaire et qu'il faut surmonter à tout prix les résistances d'ordre psychologique.

Nous sommes persuadés que si un parti unifié se forme en Italie cela sera considéré par les ouvriers comme le début d'une nouvelle ère. L'ouvrier se dira: le temps des scissions, des défaites, de l'impuissance, de la trahison et de la démoralisation est passé. Un nouveau chapitre commence. A travers toutes les défaites, les erreurs et les impuissances nous sommes arrivés à une nouvelle époque où il s'agit de procéder au regroupement de toutes les forces prolétariennes. Et l'ouvrier italien respirera s'il voit que la scission cesse et que tous les éléments révolutionnaires se rassemblent autour du drapeau de l'Internationale Communiste. Je ne me dissimule que nous n'en avons pas encore fini avec l'Italie et que nous sommes au milieu et probablement même au début d'un nou-

veau chapitre. Nous aurons encore de durs combats. Les communistes irréconciliables disent: Aujourd'hui, en 1922, vous réunissez les deux partis et en 1923, au V-ème Congrès, vous ferez sur la question italienne un discours analogue à celui que le cam. Trotski a fait sur la question française. Telles sont les sombres perspectives qu'on nous fait entrevoir. Je ne prétends pas que nous n'ayons plus de difficultés à traverser. Bien au contraire, nous savons tous qu'on ne crée pas facilement un parti communiste. Pour cela il faut du temps. Nous assisterons encore à des regroupements. On ne saurait dire ce qu'il adviendra même des chefs les plus éminents. Seule la lutte le montrera, et, je l'espère, dans un avenir prochain. Mais l'Internationale Communiste doit faire tout son possible pour donner aux chefs la possibilité de se rencontrer avec les masses.

Il ne s'agit pas d'avoir raison, il s'agit de rassembler les éléments sincèrement communistes au sein d'un même parti. On a commis de grandes erreurs, on a reçu beaucoup de coups. Il y a un proverbe russe qui dit: Un homme battu en vaut deux qui n'ont pas été battus. Les maximalistes italiens ont été bien battus. Peut être le proverbe s'appliquera-t-il à eux en ce sens que leur défaite passée nous préservera de dix défaites futures.

Nous aurons des difficultés en Italie, mais je ne crois pas que nous en ayons d'aussi grandes que celles que nous avons eues en France. La crise que traverse actuellement le parti français a été traversée en Italie avant la scission. Certes, nous aurons des maladies à subir mais je crois que la plus grande maladie, celle du centrisme, est déjà passée et que la guérison commence. C'est en quelque sorte le développement à rebours de ce que nous avons cette année dans le parti français.

Nous aurons des difficultés et ce serait facile de dire: Si nous le décidons, nous aurons un parti communiste unifié et tout ira bien. Non, nous assisterons encore à des regroupements. L'Exécutif dit ouvertement aux camarades italiens. Nous suivrons le mouvement et soutiendrons dans le parti unifié les éléments vraiment communistes.

Des regroupements se feront. C'est ce qu'a montré l'exemple allemand. En Allemagne la blessure est déjà cicatrisée. Le mot unifié a déjà disparu depuis un an, et même davantage.

En Italie cela n'ira peut être pas aussi vite. Nous y soutiendrons les éléments qui

veulent être communistes. Nous ne demandons pas: d'où viens tu, du vieux parti ou du nouveau? mais: Que fais-tu maintenant? Où es-tu? Que veux-tu? quelle est ta plate-forme politique?

Mais nous vous prévenons qu'il y aura des difficultés. L'Internationale Communiste doit voir la situation comme elle est.

Qu'exigeons-nous des camarades, et quelle doit être la tactique du parti? Il y a six points à considérer.

Le premier: nous devons battre le réformisme. C'est là une tâche qui est actuellement très facile en Italie, parce que l'Italie se trouve dans une période de guerre civile, et parce que cette tâche est tout à fait claire pour tous les ouvriers italiens.

Deuxièmement: nous devons réaliser le front unique en Italie tant sur le terrain politique que sur le terrain économique. S'il existe au monde un pays où le front unique s'impose, c'est bien dans l'Italie actuelle. Tous les ouvriers sont prêts à lutter contre le fascisme.

Troisièmement: le mot d'ordre du gouvernement ouvrier. S'il existe un pays où l'on peut obtenir beaucoup avec ce mot d'ordre, c'est bien l'Italie. Le régime mussolinien deviendra de plus en plus odieux, de plus en plus les masses se demanderont: Que faire? Quel gouvernement substituer au gouvernement Mussolini? Il faut répandre un mot d'ordre populaire, accessible à tous les ouvriers et à tous les paysans, et ce mot d'ordre, c'est celui du gouvernement ouvrier.

Quatrièmement: pénétrer dans les syndicats fascistes. Voilà qui provoquera peut être de l'étonnement, mais il faut que cela soit fait. Un certain nombre de camarades italiens s'y opposent, à tort, à mon avis. J'ai lu le procès verbal d'une des dernières séances (datant d'il y a quelques semaines) de la Centrale des syndicats fascistes. Les leaders des syndicats fascistes prétendent avoir un million et demi de membres. Cela est, très probablement, exagéré. A cette séance étaient représentés en autres: des syndicats de la marine marchande, de l'agriculture, de l'art, du théâtre; des comités industriels et 46 secrétariats syndicaux de province. Messieurs les fascistes essayent actuellement de faire entrer les ouvriers par force dans les syndicats. Mais si l'on avait besoin de prouver que le fascisme est vraiment un mouvement petit bourgeois il suffirait de lire le programme de leurs syndicats. Je n'en donnerai qu'une très courte

citation. Un des leaders des syndicats fascistes, Rossoni, a dit:

«Les classes moyennes ont toujours payé les pots cassés parce qu'elles n'ont jamais pu se décider à ruiner la nation pour leurs propres intérêts. Les classes moyennes sont le cerveau de la nation, la classe de la culture et du talent. Le syndicalisme national qui veut être un syndicalisme d'élite compte avant tout avec ces classes moyennes qui,—si la guerre a été faite par les paysans et ouvriers en tant que masses—ont fourni les cadres de notre admirable corps d'officiers...

La situation actuelle du gouvernement est caractérisée par le fait que le nombre des adhérents dépasse un million.

Nous avons vaincu, mais la révolution n'est pas terminée. Notre révolution doit être complète afin de pouvoir établir une nouvelle harmonie dans la nation au nom du travail, en reconnaissant la valeur du syndicalisme. Le juste profit doit être réparti entre les patrons et les ouvriers».

Telle est camarades, l'idéologie de ce syndicalisme fasciste. C'est l'idéologie petite-bourgeoise, qui n'est pas très éloignée de l'idéologie social-démocrate. C'est en somme la même, mais sous une autre forme. C'est plutôt la forme «noskiste» de la social-démocratie adaptée aux conditions de la vie italienne. On pourrait très bien soutenir cette thèse. Le fascisme moderne en Italie n'est pas très loin de la social-démocratie de Noske, il n'a fait que s'adapter aux conditions locales. C'est au fond la même idéologie des classes moyennes aspirant à concilier harmoniquement les intérêts du travail.

Dans cette situation, la question se pose. Faut-il rester à l'écart de ces syndicats? Pas le moins du monde. Nous devons avoir le courage de lancer le mot d'ordre: Pénétrer dans les syndicats fascistes. Ils n'englobent probablement pas un million et demi de membres mais peut être seulement un demi-million. Maintenant que le gouvernement est aux mains des fascistes, il est possible que leurs effectifs aient grossi. Nous devons pénétrer dans ces syndicats ainsi que dans les coopératives fascistes. Le communiste qui y pénètre restera communiste. Nous devons y entrer pour conquérir la majorité des ouvriers. C'est une situation tout à fait particulière. La Confederazione del Lavoro sera peut être demain complètement brisée. Nos syndicats sont en ce moment impuissants. Mais dans les syndicats fascistes il y a aussi des ouvriers, et en premier lieu des ouvriers agri-

coles et des petits paysans que Mussolini a réussi à conquérir par sa démagogie. Si nous voulons être un parti de masses nous devons entrer dans ces syndicats. Nous devons y constituer nos noyaux; sinon nous ne pouvons être un parti de masses. C'est pourquoi je crois qu'il faut lancer ce mot d'ordre. Nous, bolcheviks russes, avons participé également aux syndicats de Scoubatov et à d'autres syndicats fondés par un général tsariste. Nous y avons envoyé nos meilleurs ouvriers, qui ont travaillé pour nous. Pour cela, il faut avoir naturellement un parti communiste conscient et bien organisé. Dans ces syndicats, les communistes doivent proposer le front unique. Nous ne devons pas en avoir peur et je crois qu'il est préférable de le faire ici au nom du congrès.

Cinquièmement: Nous devons devenir une avant-garde pour la lutte contre le fascisme. Dans ce domaine, notre parti communiste a commis de graves erreurs. Il a échoué dans la question des «arditi del popolo». Nous avons été trop faibles pour faire des «arditi del popolo», organisations de soldats et d'officiers révolutionnaires mêlés à des éléments confusionnistes, une troupe d'attaque contre le fascisme. Notre parti communiste a commis l'erreur doctrinale—le doctrinarisme est d'ailleurs l'erreur fondamentale du parti communiste italien—de dédaigner les «arditi del popolo». Nos amis italiens les ont toisés. Et ils ont dit: Ce ne sont pas des communistes, donc nous n'avons rien à faire avec eux. C'a été une grave erreur de la part de nos camarades. Si nous disons aujourd'hui la même chose: Nous avons un parti communiste, nous n'avons plus besoin de ces gens-là, nous commettons là une grave erreur que j'ai caractérisée dans la commission par un mot de Lénine. Lénine a dit: il y a chez nous une catégorie de communistes qui croient tout savoir et tout pouvoir. En russe cela s'appelle: vanité communiste. Le communiste peut tout et sait tout. Cette vanité communiste est une maladie commune chez un grand nombre de camarades italiens. Elle s'est manifestée ouvertement dans la question des «arditi del popolo». On disait: Pourrons-nous vraiment faire quelque chose avec de telles gens? Ils n'ont même pas lu le troisième tome du «Capital» de Marx. Evidemment, ils n'ont peut-être jamais vu le premier tome, à plus forte raison ne l'ont-ils pas lu. Mais malgré tout, c'étaient des gens prêts à lutter contre le fascisme. Or il est

absolument nécessaire de grouper tous les ouvriers italiens prêts à lutter contre le fascisme, quels que soient les éléments dont ils se composent, ouvriers paysans ou soldats. Nous devons rallier tous ces éléments sous notre drapeau, ce qui ne veut pas dire les accepter au sein de notre parti. Le parti doit être un parti fermé. Mais nous devons savoir précéder les masses. Le mot d'ordre de la lutte contre le fascisme qui résonne encore assez faiblement aura un écho de plus en plus vaste jusqu'au jour de la bataille suprême contre la classe dominante. Nous devons accélérer le rythme du mouvement antifasciste et être à l'avant-garde dans la lutte de la révolution prolétarienne. C'est là le cinquième point. Sixièmement l'unité. Un parti communiste unifié en Italie sera un symbole pour toute la classe ouvrière, ouvrira une nouvelle ère dans le mouvement ouvrier italien, et rendra à la classe ouvrière sa confiance en elle-même qu'elle a aujourd'hui perdue. Après toutes les défaites, tous les coups, toutes les divisions, qui l'ont atteinte, il est compréhensible qu'elle ait perdu son courage d'antan. Mais la fusion aura pour effet de le lui rendre. Elle stimulera de nouveau les masses ouvrières à la lutte contre les réformistes et les fascistes. C'est pourquoi la fusion est absolument nécessaire et doit être réalisée.

Telles sont les propositions que nous vous soumettons. Le chapitre des erreurs de la classe ouvrière italienne a été écrit avec le sang des ouvriers italiens. Certes, il n'est pas facile d'oublier ces erreurs et quand je parle d'erreurs pour ce qui s'est passé en Italie j'emploie là un euphémisme—mais ce qui est fait est fait. Aujourd'hui nous devons nous préoccuper de l'avenir et nous espérons que, instruit par cette défaite effroyable notre parti continuera sa marche en avant et tiendra compte des leçons du passé lorsque le moment sera venu. En aucun pays nous n'avons été menés par le bout du nez par les réformistes comme en Italie. C'est pourquoi nulle part il ne doit exister une telle haine contre les réformistes qu'en Italie. J'espère qu'un jour, quand sonnera l'heure de la révolution, vous appellerez à Monsieur d'Aragona et aux autres réformistes les cinq nuits qu'ils ont passé à discuter ainsi que le dialogue avec Mussolini et toutes les trahisons qu'ils ont commises contre la classe ouvrière italienne. La classe ouvrière italienne ne les oubliera jamais et elle les

leur fera payer comme il convient. Je crois que ce moment viendra et qu'il n'est pas loin.

Dans cette lutte, nos camarades doivent utiliser l'aspiration des masses pour le front unique. Nous devons mener en commun la lutte contre les fascistes. Le pouvoir fasciste ne durera pas longtemps. Et pendant la période de domination fasciste, chaque chef du parti doit montrer ce qu'il peut faire pour notre cause. Nous autres, Russes nous disons: Plus sombre est la nuit et plus claires sont les étoiles. Plus sombre est la nuit du fascisme en Italie, plus efficaces seront les actes des communistes pour l'avenir de la classe ouvrière. Alors, si chacun fait son devoir, les masses ouvrières italiennes, malgré toutes les épreuves, tous les malheurs et tous les désastres marcheront quand même à la victoire. (Applaudissements enthousiastes).

Neurath, président: Avant de voter sur la résolution qui nous est présentée par la Commission italienne, nous allons entendre les déclarations de la délégation italienne.

Bordiga:—Déclaration de la majorité de la Délégation italienne dans le débat en séance plénière du Congrès.

La majorité de la délégation italienne a exposé ses opinions au sujet de la fusion entre le P. C. I. et le P. S. I. devant la petite et la grande commission italienne.

La majorité du P. C. I., a considéré tout le problème de la situation italienne et des rapports avec le P. S. I. en suivant une ligne qui, partant de la constitution du P. C. I. à Livourne, envisageait la conquête des masses italiennes pour l'Internationale Communiste et pour un encadrement révolutionnaire, comme l'adhésion progressive au P. C. I. des ouvriers détachés de l'organisation des autres partis et cette ligne aboutissait logiquement à exclure toute fusion, même après le congrès socialiste de Rome.

L'Internationale Communiste a envisagé ce problème d'une manière différente, et, après la résolution de la Commission dans laquelle toutes les délégations sont unanimes, il est tout à fait évident que le IV-e Congrès est pour la fusion.

La majorité de la délégation italienne, après la discussion italienne, a participé aux débats sur les garanties pratiques pour l'unification et a fait des propositions qu'elle n'exposera pas ici, après que la résolution de la Commission a été élaborée et établie.

Considérant, que dans la situation actuelle,

puisque la position de l'Internationale Communiste est nettement déterminée, le vote n'a pas la valeur d'une manifestation théorique d'opinion—laquelle vient d'être largement faite—mais se présente comme un acte politique d'après lequel on jugera de la loyauté avec laquelle le P. C. I. exécutera les résolutions de l'Internationale, après avoir affirmé et pris l'engagement solennel que tout le parti développera son action et sa politique sur les directions tracées par le IV-e Congrès, sans discussions ni hésitations.

Et voulant donner une preuve active de la discipline, et dans ce sens, la majorité de la délégation italienne, limitant à cette déclaration son intervention dans le débat, votera pour la résolution proposée par la Commission et déclare qu'elle fera tout pour l'exécution de cette résolution.

Serrati: La délégation du P. S. I., après avoir pris connaissance des propositions faites par la commission de la question italienne et en avoir discuté le texte, déclare:

1. Le dernier Congrès de Rome du P. S. I., ayant expulsé les réformistes et tous les collaborationnistes ouverts ou masqués a voté à l'unanimité son adhésion à la III-e Internationale.

2. Cette adhésion était par conséquent une acceptation non équivoque des 21 points et la volonté manifeste de fusionner avec le Parti Communiste pour former une seule section de l'Internationale.

3. Partant, nous adhérons à la proposition qui nous est faite par le Congrès d'accepter la fusion immédiate aux conditions générales qui ont été établies par la Commission de la question italienne et nous travaillerons immédiatement ici pour établir les conditions détaillées de la fusion et pour les réaliser en Italie.

4. Toutefois, puisque notre mandat est ad referendum et que nous avons le devoir d'informer sur notre action la direction de notre parti, nous avons demandé qu'il nous soit permis d'envoyer une partie de notre délégation en Italie pour obtenir de la part de la direction de notre parti son consentement et approbation aux décisions personnelles que nous avons prises ici et pour qu'elle nous autorise en même temps à continuer de définir les conditions pratiques d'organisation pour la fusion des deux partis.

5. Cette demande est tout simplement déterminée par la volonté unanime de tous les camarades délégués de notre parti d'éviter toute polémique à notre retour en Italie

et de travailler avec le moins d'entraves possible à la réalisation de l'unité du mouvement communiste révolutionnaire.

6. Les conditions dans lesquelles a eu lieu la scission de Rome, pendant que la réaction frappe de la façon la plus violente le prolétariat italien et tout le mouvement révolutionnaire, ont déterminé dans notre parti une sélection très nette et radicale. Ce n'est pas l'heure des opportunistes et des arrivistes maintenant. Ceux qui sont restés avec nous sont des sincères qui ont décidément marché avec la Gauche tandis que les opportunistes en Italie, comme dans tous les pays, vont à droite. Ce fait doit être un gage de la sincérité de notre adhésion et une garantie de notre ferme volonté de travailler avec toute l'énergie et la plus grande discipline pour le programme et la tactique de l'Internationale Communiste. Nous souhaitons que les polémiques du passé dont la mémoire pourra seulement servir comme exemple et comme leçon pour l'avenir, ne soient employées par personne comme moyen de division et de lutte entre ceux qui veulent l'unité de tous les vrais communistes pour la défense du prolétariat contre la réaction, pour le triomphe de la Révolution sociale.

Graziadei — Quoique la fusion présente naturellement ses dangers et ses difficultés, contre lesquelles la minorité a aussi demandé les garanties nécessaires, la minorité même vote la résolution proposée avec toute conviction.

Elle est sûre qu'à la discipline hors de discussion des camarades de la majorité de la délégation italienne correspondra une acceptation chaleureuse et convaincue de la part des masses ouvrières qui verront dans la fusion une des conditions nécessaires pour la reprise de leur mouvement.

Neurath, président: Avant de passer au vote sur la résolution italienne j'attire votre attention sur le fait que la Commission a apporté quelques modifications au texte original. Le texte ainsi modifié de la résolution a été mis à la disposition de toutes les délégations et de leurs membres. Ce texte est donc connu. Quelqu'un demande-t-il la parole sur la résolution?

Non, nous passons donc au vote.

Quelqu'un est contre la résolution? Y-a-t-il des abstentions? Non. Je constate que cette résolution extrêmement importante pour le prolétariat italien et international est adoptée à l'unanimité. Vive le prolétariat d'Italie, vive

le Parti Communiste Italien! (Applaudissements enthousiastes.)

Nous passons à la question tchéco-slovaque et ensuite, si possible, à la question américaine. La parole est au rapporteur sur la question tchéco-slovaque, le camarade Radek.

Radek: Camarades, la commission qui s'est occupée de la question tchéco-slovaque vous soumet une résolution adoptée à l'unanimité. Ce fait est d'une importance d'autant plus grande que, comme vous le savez, le conflit dans le parti tchéco-slovaque est dans une certaine mesure un conflit que certains ont qualifié de conflit de principe entre la gauche et la droite du parti. Il y avait, dans notre commission, des camarades qui, sur beaucoup de questions, n'étaient pas toujours d'accord en principe avec l'Exécutif et qui constituaient, pour ainsi dire, l'aile gauche. Cependant nous avons réussi à adopter une résolution unanime.

L'essence du conflit du parti tchéco-slovaque est beaucoup moins connue de l'Internationale Communiste que ne le sont les conflits analogues des autres partis, car quoique le conflit en question ne se soit manifesté que ces mois derniers, il a cependant une assez longue histoire. Au fond, toute cette histoire consiste en ce que la base du parti communiste tchéco-slovaque a été formée par la majorité du vieux parti social-démocrate qui a évolué vers le communisme. Au cours de cette évolution des camarades qui, au point de vue politique, avaient agi en pionniers du communisme avaient eu par contre en certains cas une attitude négative au point de vue organisation. Ainsi, le camarade Sméral, qui dans les luttes du parti tchéco-slovaque avait joué dès le début un rôle prépondérant, adopta vers la fin de 1920, lorsque arriva le moment de procéder à la constitution du parti, un point de vue indiquant qu'il était encore trop tôt pour entreprendre cette constitution. Ces discussions sur le moment de la constitution organique du parti communiste suscitèrent un sentiment de méfiance dans certains cercles du parti. C'étaient là des luttes au sein du parti communiste tchéco-slovaque en voie de formation, luttes qui nous étaient connues déjà au 3-e Congrès, et c'est maintenant devant les restes de ce sentiment de méfiance que nous nous trouvons en présence dans le conflit du parti tchéco-slovaque.

Le parti communiste tchéco-slovaque, comme tous nos grands partis de masses, est un parti qui est à peine arrivé au communisme pratique. Nous n'avons aucun parti de masses

qui, né d'un coup, soit devenu dans la pratique un parti communiste ferme; le parti communiste tchéco-slovaque ne fait pas exception à la règle. Constitué par la fusion de toute une série d'organisations communistes nationales ce parti n'existe que depuis peu de temps. Sa centralisation politique est encore infime, elle ne correspond pas encore aux tâches de combat du parti. Celui-ci a encore beaucoup de défauts. Avec les représentants de l'opposition actuelle et les représentants de la direction du parti nous avons au mois de juillet dernier étudié ces défauts à l'Exécutif Elargi. Ces défauts provenaient de ce que le parti n'avait pas formé de fractions syndicales solides et était par suite obligé de laisser les choses suivre leur cours dans la lutte contre les gens d'Amsterdam. Elles provenaient aussi de ce que la fraction parlementaire du parti au Parlement tchéco-slovaque avait pris une attitude trop timide qui ne servait guère l'agitation. Les députés du parti communiste ne savaient pas encore comment relier leur activité parlementaire à celle du parti dans le pays. Prenez par exemple la question de notre agitation parmi les soldats; cette question a été beaucoup débattue en Tchéco-Slovaquie, même dans la presse bourgeoise, et le gouvernement tchéco-slovaque cherche à persuader l'opinion publique que des conspirations effroyables sont tramées à Moscou contre Masarik et sa république. En Tchéco-Slovaquie les soldats ont le droit de vote, ils peuvent donc, en vertu de la constitution, participer à la vie politique. Aussi avons nous dit à notre parti: Votre devoir est d'utiliser les droits ainsi conférés par la constitution pour que les soldats tchéco-slovaques sachent non seulement quel est le but de la lutte en Tchéco-Slovaquie, mais dans quelle mesure ils doivent se placer, eux, ouvriers ou paysans, aux côtés du peuple. Lorsque la bourgeoisie tchéco-slovaque veut, sur cette question, passer à l'offensive contre le parti nous disons à ce dernier: Cette offensive sera en premier lieu une attaque contre les droits politiques des soldats, et nous verrons bien si la bourgeoisie tchéco-slovaque osera entreprendre cette attaque. Sur ce terrain le parti tchéco-slovaque a fait jusqu'à présent trop peu de choses. Et lorsque le chômage a commencé à augmenter la parti n'a pas su relier son activité avec la lutte des sans-travail; il n'a pas su combattre ensemble avec eux et pour leur cause au Parlement et dans les syndi-

cats. Il n'a pas su surtout réunir ouvriers et chômeurs dans leur lutte commune. Ces faiblesses et ces défauts du parti n'ont fait que renforcer la méfiance d'un groupe de vieux et excellents camarades du parti. Si ces camarades s'étaient contentés de faire ressortir les défauts reconnus par la direction centrale du parti et par l'Internationale Communiste, s'ils s'étaient contentés d'aider à remédier à ces défauts on n'aurait rien eu à redire à une telle critique, à un tel travail positif. C'eût été une excellente partie du travail général de cette section de l'Internationale. Malheureusement ces camarades se sont laissés entraîner à une méfiance inexcusable. Ils ont répandu dans le parti des affirmations et des accusations sans fondement. Ainsi ils ont fait courir le bruit que poussée par le camarade Sméral, la direction du parti se préparait à la coalition avec la bourgeoisie. Il suffit qu'une réunion bourgeoise quelconque ait eu lieu à Marienbad et que le camarade Sméral ait été à ce moment non pas à Marienbad à la réunion bourgeoise en question, mais à Karlsbad à une réunion du Parti, pour qu'on l'accuse, parce qu'il a été dans une ville dont le nom finit par «bad», de vouloir constituer une alliance avec la bourgeoisie (rires).

On a répandu dans le parti le bruit, nuisible au plus haut point pour l'unité du parti, des tractations de la direction avec les partis bourgeois. Nous déclarons que ces accusations sont de la folie pure et simple. Autre fait: le parti défend le front unique et le gouvernement des partis ouvriers; le camarade Sméral s'emploie à cette tâche et soi-disant mène en même temps des négociations pour son entrée au gouvernement. Est-il possible d'admettre qu'il fût si insensé? Peut-être fût-il entré au gouvernement, mais il eût certainement été chassé du parti communiste. Il suffit qu'au cours du conflit dans le parti des journaux bourgeois écrivent que Sméral nettoie le parti de ses éléments de gauche pour que les camarades de l'opposition se mettent aussitôt à crier: Voilà qui prouve que Sméral travaille en union avec la bourgeoisie. Voilà comment de bons camarades se sont laissés pousser à vouloir à toute force un organe pour leur fraction. Nous avons, nous, dans le vieux parti social-démocrate tchéco-slovaque, lorsque nous étions dans l'opposition, notre journal le «Kommunist». C'était notre dynamite dans le parti social-démocrate. Ce journal a continué à exister uniquement parce que le camarade Sturc se

trouvait en être le directeur. L'opposition alla jusqu'à lancer un appel aux hommes de confiance, ce qui obligea la direction centrale du parti à lui faire des représentations sur le danger de troubler ainsi les grandes masses du parti par des affirmations mensongères. L'opposition ne se soumit pas à la décision de la direction du parti. A la conférence du parti les affirmations de l'opposition furent reconnues comme fausses et leurs auteurs furent sommés de les retirer. L'opposition répondit par un refus et fut exclue de la conférence du parti. L'Exécutif n'a pas ratifié cette décision d'exclusion de l'opposition, et c'est pourquoi il a été attaqué ici par la majorité des camarades tchèques, qui a déclaré que par cette façon d'agir on minait la discipline au sein du parti tchèque. Or précisément, camarades, sous le rapport de la discipline la situation n'est pas brillante dans ce parti. On voit par exemple un rédacteur de province déclarer en avoir assez de son poste; on lui dit: Reste nous n'avons pas de remplaçant. Le camarade en question abandonne alors tranquillement son poste et se rend à Prague pour trois mois. Autre exemple de discipline: un journal du parti publie des articles ne reflétant pas l'opinion du parti et sans signature; par cette façon de procéder la rédaction semble dire: Nous sommes infaillibles et autonomes dans notre politique.

Il faut mettre fin à cette indiscipline qui est un héritage de la vieille social-démocratie. Ce que nous ne pouvons pas comprendre, c'est qu'ayant toléré si longtemps cette indiscipline on exclue tout à coup le camarade Sturz et d'autres. Nous sommes d'avis qu'on aurait pu attendre jusqu'au congrès afin de discuter cette question ici avec nous et avec les camarades de l'opposition.

Mais ce ne sont pas seulement ces motifs qui ont dicté notre décision. Chaque fois qu'une semblable opposition se forme, il se groupe autour d'elle des éléments dont je ne suis pas très sûr qu'ils appartiennent depuis longtemps au parti. Cependant il y a aussi d'honnêtes et anciens camarades que nous voulons garder dans le parti, non pas parce que nous les considérons comme meilleurs, mais uniquement parce que nous sommes persuadés de la sincérité de leur sentiment prolétarien et parce que, une fois cette grande méfiance dissipée, ce seront de bons camarades.

Nous nous sommes loyalement appliqués, à la Commission, à étudier tous ces incidents.

Le camarade Sméral a été l'objet d'accusations que les faits nous ont obligés à reconnaître comme injustifiées. Cependant nous sommes arrivés à la conviction que l'exclusion du parti ne devait pas être ratifiée. Mais, comme les camarades de l'opposition avaient commis une lourde faute contre la discipline et qu'il importait de leur faire comprendre qu'il ne saurait y avoir de parti de combat sans discipline, nous avons été d'avis de ne pas les exclure et de nous borner à les priver de leurs postes jusqu'au prochain congrès du parti. Si, après le congrès mondial, ils prouvent qu'ils ont sérieusement l'intention de collaborer au parti rien ne s'oppose à ce que les camarades tchèques les réalisent. Mais, je dois dire ici quelques paroles dont je voudrais que les camarades se pénétrassent. A la commission il arrivait souvent que nous démontrions d'une façon péremptoire que telle ou telle accusation était ridicule; or, dix minutes après, les camarades qui avaient porté cette accusation affirmaient, les mains dans les poches, qu'il venait d'être établi que telle ou telle accusation était fondée. Ainsi, certains camarades avaient accusé le parti, ou du moins sa direction, de vouloir se lier avec la bourgeoisie. Nous prouvons qu'il n'y a rien de vrai là dedans, que le parti tchèque a été un excellent parti prolétarien. Et immédiatement, voilà ces camarades qui déclarent: Vous voyez bien que nous avons raison. Je m'adresse spécialement aux camarades Bolen et Sturz. Si vous continuez à travailler de la sorte, l'Internationale ne pourra pas empêcher le parti de sévir quand il sera obligé de se défendre. Il faut mettre fin à ces déchirements du parti. Si vous voyez une défectuosité dans le parti, combattez-la, adressez-vous à l'Internationale. Mais le parti doit sentir qu'il a à sa tête non pas des traîtres ou des transfuges, mais des communistes qui se sont développés par le travail dans le parti et qui méritent la confiance de tous leurs camarades. Si l'on essaie de présenter les camarades Sméral, Kreibich et d'autres comme des traîtres, nous devons répondre que nous connaissons ces camarades depuis trop longtemps pour nous arrêter à de pareilles accusations. Nous attirons l'attention sur les fautes du parti, mais l'opposition n'en est pas moins responsable que les autres factions du parti (Très juste). Seule une collaboration fraternelle de tous ses membres peut aider le parti à se tirer de cette situation. Le parti tchéco-

slovaque est dans une situation très grave, plus grave que celle d'aucun autre parti de l'Internationale. Le parti tchéco-slovaque se trouve dans un pays qui nous réserve probablement de grandes surprises, un pays avec 3 millions d'ouvriers, dont 600.000 sans travail, sur 12 millions d'habitants, un pays où règne un grand mécontentement chez les Slovaques et chez les Allemands et où les motifs de conflits sociaux et nationaux abondent. Je doute fort que le parti tchéco-slovaque fut à la hauteur des tâches qui lui incomberaient si ces surprises se produisaient aujourd'hui. C'est pourquoi il nous faut faire immédiatement un effort intense pour mettre le parti en mesure de prouver, quand viendra le moment, qu'il est un excellent parti capable de fournir du véritable travail révolutionnaire.

Nous vous proposons d'adopter la résolution que nous vous soumettons; elle a été adoptée dans la commission à l'unanimité, aussi bien par les camarades qui boitent pour ainsi dire du pied gauche, que par ceux dont on prétend qu'ils louchent parfois vers la droite. Encore une fois cette résolution a été adoptée à l'unanimité après de longues discussions, après compulsation d'une grande quantité de documents que nous avons été obligés de lire d'un bout à l'autre quoiqu'il n'y eût là rien de réjouissant. Ces matériaux nous ont fourni cependant la preuve qu'il y avait là le point de départ d'une tendance anarcho-syndicaliste. Nous ne voulons pas qu'elle soit en dehors du parti, nous devons donc essayer de la vaincre dans le parti par un travail positif. Nous vous prions de renoncer à toute discussion et d'adopter la résolution de la commission. (Vifs applaudissements).

Neurath, président: Comme toutes les délégations ou presque toutes ont été représentées à la commission tchéco-slovaque et que tous les membres de la commission connaissent cette résolution je n'ai pas besoin de la lire encore une fois. Je dois cependant demander si l'assemblée consent à ce qu'on renonce à la lecture de cette résolution.

(Cris: Il faut la lire). Je vais donc la lire. (Il lit la résolution).

Avant de passer au vote je donne au camarade Sturz de l'opposition la parole pour une déclaration.

Sturz (Tchéco-Slovaquie): Camarades, nous sommes venus à Moscou pour montrer, au nom de l'opposition ouvrière, les

manifestations du danger d'enlèvement et de désagrégation qui menace notre parti. Il n'a pas été suffisamment tenu compte de nos avertissements et notre exposé n'a pas été suffisamment examiné. C'est pour cela que le Congrès résout la crise de notre Parti par un compromis quoique nous l'ayons mis en garde contre une pareille solution. La résolution proposée ne supprimera pas le danger que nous avons signalé en temps voulu. Nous nous soumettons à la résolution de la majorité du Congrès, mais nous considérons de notre devoir de souligner en même temps que nous représentons les grandes masses des ouvriers mécontents qui probablement ne comprendront pas cette résolution et il sera difficile de les empêcher de continuer leur oeuvre d'élimination de tout ce qui est malsain dans le Parti Communiste Tchéco-Slovaque.

Neurath, président: Avant de passer à la traduction je donne la parole à Sméral pour une déclaration.

Sméral (Tchéco-Slovaquie: Camarades, au nom de la délégation tchéco-slovaque je déclare que nous sommes d'accord avec la résolution et que nous la voterons. Le Comité Directeur de notre Parti et la Conférence nationale ne tenaient pas à obtenir une exclusion à tout prix, mais voulaient seulement faire appliquer la discipline. Dans la situation qui existait chez nous avant le Congrès nous étions totalement impuissants et sans ressources aucunes en présence du point de vue sur lequel insistaient les camarades exclus. La résolution constate avec raison que c'est l'intraitabilité de ces derniers qui a directement provoqué la décision de la Conférence Nationale. Mais nous espérons que les débats du Congrès mondial seront une leçon suffisante et qu'avec l'aide du nouveau Comité Exécutif nous appliquerons au sein de notre Parti une discipline réellement communiste. L'autorité de la direction et la discipline ne sont absolument nécessaires pour que notre parti puisse éliminer rapidement les défauts désignés dans la résolution et dont nous nous rendons compte. Notre parti n'a qu'une année d'existence; il grandit dans une situation assez compliquée, nous croyons pouvoir dire qu'au cours de la dernière année il a atteint par son travail des résultats positifs. Néanmoins ce n'est pas le temps de parler de ce qui est déjà obtenu. Nous considérons que notre tâche est de travailler à perfectionner encore notre Parti et que nous devons donner toutes nos forces à cette oeuvre. De même

que nous exigeons la discipline dans notre parti, de même nous voulons nous soumettre absolument au contrôle et à la discipline de l'Internationale. De cette manière nous espérons que non seulement nous formerons notre Parti au point de vue organisation dans un véritable esprit communiste, mais que nous en ferons aussi un détachement si actif, si combatif de notre armée internationale que, par ses actes dans la lutte, il conquerra la confiance de l'Internationale. Au cours de l'année prochaine nous pouvons nous attendre en Tchéco-Slovaquie à des événements importants. Nous sommes persuadés que le Parti Communiste Tchéco-Slovaque uni, solide et discipliné sera à la hauteur des grandes tâches qui lui incomberont; nous apporterons ainsi à toute l'Internationale l'année prochaine non seulement des preuves de travail et de lutte, mais aussi des succès considérables.

Je déclare donc au nom de la délégation tchéco-slovaque que nous voterons la résolution qui a été lue ici.

Neurath Président: Je me vois forcé avant de passer au vote de déclarer ce qui suit au nom du Présidium: Sturz a dit dans sa déclaration que la question tchèque n'a pas été suffisamment examinée. Je déclare ici que cette affirmation n'est pas exacte. Evidemment l'opposition a le droit de faire une déclaration, mais l'affirmation que la question tchèque n'a pas été suffisamment examinée devait être démentie.

Nous passons maintenant au vote. Quelqu'un ce prononce-t-il contre la résolution proposée par la Commission? Je constate l'acceptation de la résolution contre une voix (Cris: Bravo!)

Camarades, nous avons terminé nos travaux pour aujourd'hui. Il est trop tard pour commencer le rapport sur la question américaine. J'attire seulement votre attention sur le fait que demain matin à 11 h. aura lieu une réunion de toutes les camarades. En outre, les délégations sont priées de remettre pour demain matin au camarade Humbert-Droz leurs propositions sur les candidatures pour la formation de l'Exécutif.

La séance suivante aura lieu demain matin.

La séance est levée à 4 h. 50.

Projet de résolution sur la question italienne.

(Projet de Zinoviev approuvé à l'unanimité par la Petite Commission).

Les II-e et III-e Congrès de l'Internationale Communiste se sont déjà occupés en détail

de la question italienne. Le IV-e Congrès est donc en mesure de tirer certaines conclusions.

Vers la fin de la guerre impérialiste mondiale, la situation en Italie était objectivement révolutionnaire. La bourgeoisie avait lâché les rênes du pouvoir. L'appareil de l'Etat bourgeois était détraqué, l'inquiétude s'était emparée de la classe dominante. Les masses ouvrières étaient lassées de la guerre et, dans diverses régions même, se trouvaient en état d'insurrection. Des fractions considérables de la classe paysanne commençaient à se soulever contre les propriétaires fonciers et contre l'Etat et étaient disposées à soutenir la classe ouvrière dans sa lutte révolutionnaire. Les soldats étaient contre la guerre et prêts à fraterniser avec les ouvriers.

Les conditions objectives d'une révolution victorieuse étaient réalisées. Il ne manquait plus que le facteur subjectif; il manquait un parti ouvrier décidé, prêt au combat, conscient de sa force, révolutionnaire; en un mot, un véritable Parti Communiste.

D'une façon générale, à la fin de la guerre, une situation analogue existait dans presque tous les pays belligérants. Si la classe ouvrière n'a pas triomphé en 1919-20 dans les pays les plus importants, cela provient précisément de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire. C'est ce qui s'est manifesté particulièrement en Italie, pays qui était le plus rapproché de la révolution et qui traverse actuellement une période de contre-révolution.

L'occupation des usines par les ouvriers italiens, en automne 1920, a constitué un moment décisif dans le développement de la lutte de classes en Italie. Instinctivement, les ouvriers italiens poussaient à la solution de la crise dans un sens révolutionnaire. Mais l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire décida du sort de la classe ouvrière, consacra sa défaite et prépara le triomphe actuel du fascisme. La classe ouvrière n'a pas dû trouver suffisamment de forces, au point culminant de son mouvement, pour s'emparer du pouvoir; voilà pourquoi la bourgeoisie, en la personne du fascisme, son aile la plus énergique, réussit bientôt à faire mordre la poussière à la classe ouvrière et à établir sa dictature. Nulle part, la preuve de la grandeur du rôle historique d'un Parti Communiste pour la révolution mondiale n'a été fournie d'une façon plus nette que dans ce pays, où précisément, faute d'un tel parti, le cours des événements a pris une tournure favorable à la bourgeoisie.

Non pas qu'il n'y ait pas eu en Italie, pendant ces années décisives, de parti ouvrier: le vieux Parti Socialiste était considérable par le nombre de ses membres et jouissait, extérieurement du moins, d'une grande influence. Mais il abritait dans son sein des éléments réformistes qui le paralysaient à chaque pas. Malgré la première scission qui avait eu lieu en 1912 (exclusion de l'Extrême Droite) et en 1914 (exclusion des francs-maçons), il restait encore, dans le Parti Socialiste Italien, en 1919-20 un grand nombre de réformistes et de centristes. A tous les moments décisifs, les réformistes et centristes étaient comme un boulet aux pieds du Parti. Nulle part ils n'étaient autre chose que des agents de la bourgeoisie dans le camp de la classe ouvrière.

Aucun moyen ne fut négligé pour trahir la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie. Des trahisons analogues à celles qui furent commises par les réformistes pendant l'occupation des usines en 1920 se rencontrent fréquemment dans l'histoire du réformisme qui n'est qu'une chaîne ininterrompue de trahisons. Les véritables précurseurs du fascisme, ce sont incontestablement les réformistes. Les souffrances effroyables de la classe ouvrière italienne sont dûes en première ligne aux trahisons des réformistes.

Si la classe ouvrière italienne est obligée en ce moment de reprendre, pour ainsi dire, par le commencement tout son travail révolutionnaire, s'il lui reste encore un chemin terriblement dur à parcourir, c'est parce que les réformistes ont été trop longtemps tolérés dans le Parti Italien.

Au début de 1921, se produisit la rupture de la majorité du Parti Socialiste avec l'Internationale Communiste. A Livourne, le centre préféra se séparer de l'Internationale Communiste et de 58.000 communistes italiens, simplement pour ne pas rompre avec 16.000 réformistes. Deux partis se constituèrent: d'une part, le jeune Parti Communiste qui, en dépit de tout son courage et de tout son dévouement, était trop faible pour mener la classe ouvrière à la victoire; d'autre part, le vieux Parti Socialiste, dans lequel, après Livourne, l'influence corruptrice des réformistes alla grandissante. La classe ouvrière était divisée et sans ressources. A l'aide des réformistes la bourgeoisie consolida ses propositions. C'est alors seulement que commença l'offensive du capital dans le domaine tant économique que politique. Il fallut presque deux années entières de trahison ininterrompue de la part des réformistes pour que même

les chefs du Centre, sous la pression des masses, reconnaissent leurs erreurs et se proclamassent prêts à en tirer les conséquences.

Ce n'est qu'au Congrès de Rome, en octobre 1922, que les réformistes furent exclus du Parti Socialiste. On en était arrivé au point que les chefs les plus en vue des réformistes pouvaient se vanter ouvertement d'avoir réussi à saboter la révolution en restant dans le Parti Socialiste Italien et en paralysant son action aux heures décisives. Les réformistes ont maintenant quitté les rangs du Parti Socialiste Italien et sont passés ouvertement dans le camp de la bourgeoisie. Ils ont cependant laissé dans les masses un sentiment de faiblesse, d'humiliation et de déception et affaibli considérablement, numériquement et politiquement, le Parti Socialiste.

Cette triste, mais très édifiante leçon des événements d'Italie doit profiter à tous les ouvriers conscients du monde entier.

1) Le réformisme—voilà l'ennemi.

2) Les hésitations des centristes constituent un danger mortel pour un parti ouvrier.

3) La condition la plus importante de la victoire du prolétariat, c'est l'existence d'un Parti Communiste conscient et homogène.

Tels sont les enseignements de la tragédie italienne.

* *

En considération de la décision par laquelle le Congrès du Parti Socialiste Italien à Rome (octobre 1922) exclut les réformistes du parti et se déclare prêt à adhérer sans réserves à l'Internationale Communiste, le IV-ème Congrès de l'Internationale Communiste décide:

1.—La situation générale en Italie, surtout après la victoire de la réaction fasciste exige impérieusement la fusion rapide de toutes les forces révolutionnaires du prolétariat. Les ouvriers italiens reprendront courage, s'ils voient se produire, après les défaites et les scissions une nouvelle concentration de toutes les forces révolutionnaires.

2.—L'Internationale Communiste adresse au prolétariat italien, si lourdement éprouvé, ses salutations fraternelles. Elle est parfaitement convaincue de la sincérité des éléments prolétariens du Parti Socialiste Italien et décide de recevoir ce parti dans l'Internationale Communiste.

3.—Le IV-e Congrès mondial considère l'application des 21 conditions comme une chose hors de toutes discussions. Il charge

donc l'Exécutif de l'I.C., en raison des précédents italiens, de veiller avec un soin particulier à l'application de ces conditions, avec toutes les conséquences qui en résultent.

4.—Vu qu'au Congrès du Parti de Rome le député Vella s'est déclaré contre l'acceptation des 21 points, le IVème Congrès estime qu'il est impossible d'accepter Vella et ses partisans dans l'Internationale Communiste et invite le Comité Directeur du Parti Socialiste Italien à exclure du Parti Vella et ses partisans.

5.—Attendu qu'en vertu des statuts de l'Internationale Communiste, il ne saurait y avoir dans un pays qu'une seule section de l'I.C., le IVème Congrès mondial décide la fusion immédiate du Parti Communiste et du Parti Socialiste Italien. Le parti unifié portera le nom de: «Parti Communiste Unifié d'Italie (section de l'Internationale Communiste)».

6.—Pour la réalisation pratique de cette fusion, le IVème Congrès désigne un Comité spécial d'organisation, composé de 2 membres de chaque parti, comité qui fonctionnera sous la présidence d'un membre de l'Exécutif.

Sont élus à ce Comité d'organisation: pour le parti communiste: les camarades Bordiga et Tasca; pour le Parti Socialiste: Serrati et Maffi; pour l'Exécutif, Zinoviev (avec le droit pour l'Exécutif de remplacer, en cas de besoin, Zinoviev par un autre membre de l'Exécutif, de même que les 4 autres membres de la commission). Ce comité devra élaborer, dès à présent à Moscou, les conditions détaillées de la fusion et diriger la réalisation de la fusion en Italie. La commission d'organisation est subordonnée dans tout son travail à l'Exécutif de l'Internationale Communiste.

7.—Dans les diverses régions et dans les grandes villes, des comités d'organisation analogues seront également constitués et seront composés de 2 membres du Parti Communiste (un de la majorité, un de la minorité), 2 camarades du Parti Socialiste Italien (un des maximalistes, un des terziinternazionalistes); Le président est nommé par le représentant de l'Exécutif.

8.—Ces comités d'organisation ont pour tâche non seulement de préparer, au centre et dans la périphérie, la fusion organique, mais aussi de diriger désormais les actions politiques communes des deux organisations.

9.—En outre, un Comité Syndical sera immédiatement constitué et aura pour tâche

de flétrir, à la Confederazione del Lavoro, la trahison des hommes d'Amsterdam et de gagner la majorité de l'organisation à l'I.S.R. Ce Comité sera également composé de deux représentants de chaque parti (un de la majorité, un de la minorité du Parti Communiste d'Italie; un des maximalistes et un des terziinternazionalistes), sous la présidence d'un camarade désigné par l'Exécutif de l'Internationale Communiste ou par son Présidium.

10.—Dans les villes où existent un journal communiste et un journal socialiste, ils devront se fondre au plus tard le 1-er janvier 1923. Le 1-er janvier 1923 au plus tard un organe central commun devra commencer à paraître. La rédaction de cet organe central sera désignée par l'Exécutif de l'I.C. pour l'année prochaine.

11.—Le Congrès de fusion devra avoir lieu au plus tard le 15 février 1923. Si, avant ce Congrès commun, des congrès spéciaux des deux partis sont nécessaires, c'est l'Exécutif de l'Internationale Communiste qui décidera de la date, du lieu et des conditions de ces congrès.

12.—Le Congrès décide de lancer un manifeste sur la question de la fusion, manifeste qui devra être immédiatement publié avec la signature du Présidium et des délégations des deux Partis au IVème Congrès.

13.—Le Congrès rappelle à tous les camarades italiens la nécessité de la plus stricte discipline. Tous les camarades sans exception sont tenus de faire tout leur possible pour que la fusion s'opère sans gêne et au plus tôt. Toute faute contre la discipline constituera, dans la situation actuelle un crime contre le prolétariat italien et l'Internationale Communiste.

RESOLUTION.

Sur la situation dans le Parti Communiste Tchéco-Slovaque.

I. L'opposition.

L'exclusion des camarades Iilek, Bolen, etc. fut le résultat des violations répétées contre la discipline, dont ces camarades se sont rendus coupables dans le Parti. Après que leur représentant, le camarade Iilek, de même que celui de la direction du Parti, le camarade Sméral, eurent donné à Moscou leur assentiment à une résolution qui constatait qu'il n'y a aucune divergence fondamentale dans le P. C. T.-S. et qui, en même temps, critiquait le manque de pratique dans

un certain nombre de questions, il était du devoir de tous les camarades qui reconnaissent ce manque de pratique de se mettre à l'oeuvre afin de le combler.

Au contraire, l'Opposition exigea l'existence d'un organe de fraction «Komunista», se mettant ainsi en opposition à la résolution du III-e Congrès interdisant la formation de fractions. Quelques jours avant la réunion de la Commission et de la conférence du Parti, l'opposition accomplit une franche violation de la discipline, en lançant, malgré l'avertissement de la Direction, un appel qui contenait les plus graves accusations contre le Comité Directeur. Par le refus de retirer ces accusations, l'opposition a particulièrement irrité la Commission et la Conférence du Parti et provoqué par là son exclusion.

Devant l'Internationale tout entière, l'Opposition a lancé une accusation contre la majorité et contre Sméral, en disant qu'ils travaillent pour une coalition gouvernementale avec les éléments de gauche de la bourgeoisie. Cette accusation est en contradiction avec l'action publique du Parti et doit être reconnue comme étant absolument injustifiée. Dans le programme de l'opposition, tel qu'il a été exprimé par Vajtauer, il y a des réclamations d'un caractère syndicaliste et anarchiste, qui ne sont donc pas des conceptions marxistes.

Le fait que l'opposition se solidarise avec ce programme prouve que dans les questions fondamentales, elle ne représente qu'une déviation anarchiste-syndicaliste des principes de l'Internationale Communiste.

Cependant, le IV-e Congrès estimant inopportune l'exclusion de l'opposition réintègre cette dernière avec un blâme et une suspension de ses fonctions jusqu'au prochain Congrès du P. C. tchéco-slovaque. La décision du Congrès de ne pas confirmer pour cause d'inopportunité, l'exclusion de l'opposition ne doit pas être interprétée comme une approbation de la ligne de conduite et du programme de l'Opposition. Cette décision est dictée par les considérations suivantes: La Direction du Parti a négligé d'expliquer auparavant à l'Opposition que la formation d'un organe de fraction est inadmissible, et c'est pourquoi l'Opposition se croyait en droit de lutter pour l'existence d'un tel organe. La Direction du Parti a laissé s'accomplir toute une série d'actes d'indiscipline et a affaibli de la sorte le sentiment de la nécessité de la discipline et de la responsabilité chez l'Opposition. Le IV-e Congrès laisse les ca-

marades exclus dans le Parti, si l'Opposition reconnaît la nécessité de remplir strictement ses obligations, si elle se soumet sans récriminer à la discipline du Parti.

Cette soumission à la discipline oblige l'Opposition à renoncer aux affirmations et et aux accusations qui sapent l'unité du Parti et qui ont été reconnues sans fondement et fausses par les recherches de la Commission. Elle l'oblige à obéir à tous les ordres du Comité Directeur. Quand un camarade se considère comme lésé dans ses droits il n'a qu'à s'adresser aux organisations compétentes du Parti (Comité Exécutif, Conférence Nationale) et en dernière instance aux organes de contrôle de l'Internationale Communiste. Jusqu'à la décision de la plus haute instance chacun doit se soumettre à la décision de l'organisation du Parti.

II. La presse.

La presse doit être uniquement dirigée par le Comité Directeur du Parti. Il est inadmissible que l'organe central du Parti se permette, non seulement de mener une politique particulière, mais encore de considérer celle-ci comme son droit. Quand la rédaction elle-même pense que la Direction responsable du Parti a commis une faute dans une chose concrète, il est de son devoir de se soumettre à la décision dont il s'agit. La fonction de rédacteur ne constitue pas une surinstance, mais, comme toutes les fonctions du Parti, elle est subordonnée au Comité Directeur. Cela ne veut pas dire que les rédacteurs n'aient pas le droit d'exprimer les nuances de leurs pensées dans des articles de polémique signés de leurs noms. Les discussions sur les affaires du Parti doivent être faites dans la presse commune du Parti. Les discussions ne doivent pas cependant être faites d'une façon qui pourrait mettre en danger la discipline. Le Comité Directeur et de toutes les organisations du Parti doivent préparer leurs actions par une discussion à l'intérieur des organisations.

III. Les défauts du Parti.

Le IV-e Congrès confirme les thèses de l'Exécutif de Elargi de juillet qui avait indiqué les défauts du P. C. Tchéco-slovaque et qui déclarait qu'ils provenaient de la transition du Parti du social-démocratisme au communisme. Le fait que ces défauts ont été reconnus aussi bien par le Comité Directeur que par l'Opposition, leur crée le devoir de tra-

vaille ardemment à les corriger. Le Congrès affirme que le Parti avance trop lentement dans la suppression de ces défauts; ainsi le Parti a insuffisamment songé à la propagation des idées communistes parmi les soldats tchèques, quoique sa légalité et le fait que les soldats tchèques ont le droit de voter le lui permettaient.

Le IV-e Congrès exige du Parti Communiste Tchéco-Slovaque de se consacrer plus qu'il ne l'a fait jusqu'à la question du chômage. Vu son extension en Tchéco-Slovaquie et la situation précaire des chômeurs, le P. C. Tchéco-Slovaque a le devoir de ne pas se contenter de telle ou telle démonstration mais de mener une agitation systématique et une action démonstrative, méthodique parmi les chômeurs de tous les pays. Il a le droit de lutter de la façon la plus énergique pour les intérêts des chômeurs tant au Parlement que dans les conseils communaux, d'accorder l'action parlementaire avec l'action des syndicats dans la rue.

L'action parlementaire doit avoir un caractère beaucoup plus démonstratif, elle doit présenter aux masses, sous une forme nette, l'attitude du Parti Communiste devant la politique de la classe dominante et les remplir de la volonté de conquérir le pouvoir dans l'Etat.

Vu les grandes luttes économiques qui ont lieu en Tchéco-Slovaquie et qui peuvent chaque jour se transformer en une lutte politique, le Comité Directeur doit être réorganisé de façon à pouvoir rapidement et résolument prendre position sur chaque question. Les organisations et les membres du Parti doivent sans hésitation maintenir la discipline.

Les questions du front unique et du gouvernement ouvrier ont été heureusement résolues par le Parti. La Direction du Parti a, avec raison, repoussé quelques erreurs, comme par exemple, la conception du camarade Votava, il s'agit, à propos du gouvernement ouvrier, de la création d'une combinaison purement parlementaire. Le parti doit savoir qu'un gouvernement ouvrier n'est possible que si on réussit, par une large et énergique agitation des masses d'ouvriers social-nationalistes, social-démocrates et indifférents, à convaincre ces dernières de la nécessité d'une

rupture avec la bourgeoisie, à séparer de celle-ci une partie des paysans et de la petite bourgeoisie des milles qui souffrent de la cherté de la vie et à les enrôler dans les rangs du front anticapitaliste, dans ce but le Parti doit s'immiscer dans chaque conflit par des démarches décisives pour l'élargissement des conflits, chaque fois que c'est possible, afin d'inculquer aux masses le sentiment que le Parti Communiste tchéco-slovaque est un centre d'attraction vers le front unique de tous les éléments anticapitalistes, qu'il est capable de déplacer le rapport des forces de la lutte des masses en Tchéco-Slovaquie en faveur des classes travailleuses.

Pour que le gouvernement ouvrier puisse se former et se maintenir, le Parti doit concentrer toutes ses forces et réunir en de puissants syndicats les ouvriers exclus des syndicats d'Amsterdam. Il doit tout au moins recruter une partie des ouvriers et des paysans pour la défense des intérêts de la classe ouvrière. De cette façon on évitera la naissance du fascisme qui prépare la voie à l'oppression de la classe ouvrière par la violence armée de la bourgeoisie.

C'est pourquoi la propagande et la lutte pour le gouvernement ouvrier doivent toujours être liées avec la propagande et la lutte pour les organes de masses du prolétariat (comités de défense, comités de contrôle, conseils d'entreprises). Il est également nécessaire de dérouler devant les yeux des ouvriers le programme du gouvernement ouvrier (report des charges de l'Etat sur les propriétaires, contrôle de la production par les organes ouvriers, armement du prolétariat). Il est nécessaire de montrer aux ouvriers la différence entre la coalition social-démocrate bourgeoise et le gouvernement ouvrier basé sur les organes du prolétariat.

Tous les membres du parti ont à collaborer à cette oeuvre. Ce n'est pas la propagation de fausses accusations et de la méfiance contre les chefs du Parti, mais une critique impartiale de leurs défauts, un travail quotidien et positif pour les corriger, qui feront du Parti un véritable Parti Communiste apte à accomplir les tâches que les événements de Tchéco-Slovaquie poseront devant lui.